

DE LA VILLE EN AFRIQUE NOIRE

Catherine Coquery-Vidrovitch

Éditions de l'EHESS | « [Annales. Histoire, Sciences Sociales](#) »

2006/5 61e année | pages 1087 à 1119

ISSN 0395-2649

ISBN 9782713220869

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-Annales-2006-5-page-1087.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

De la ville en Afrique noire

Catherine Coquery-Vidrovitch

Le continent africain sub-saharien, pour toute une série de raisons qui continuent d'interpeller les historiens mais qu'il n'y a pas lieu de réexaminer ici, a été jusqu'à une époque récente très peu urbanisé. Avec l'urbanisation, qui s'est accélérée à partir du milieu du XX^e siècle, la population des villes est seulement aujourd'hui en passe de devenir majoritaire, même si nombre d'États, pour des raisons d'ailleurs diverses, ont fait le saut depuis une vingtaine d'années au moins : comme l'Afrique du Sud en raison de l'avance industrielle des Blancs, le Gabon, le Congo ou la Mauritanie pour des raisons en grande partie minières, ou le Sénégal malgré des statistiques trompeuses, comme elles le sont toutes d'ailleurs¹, sans même parler des villes sud-africaines de l'apartheid, où la majorité des citadins africains n'était

1 - Le partage entre citadins et ruraux n'obéit pas aux mêmes critères dans les différents États ; or les données statistiques internationales ne reposent que sur les déclarations des États. Cela dépend au moins de deux facteurs ; d'une part, du nombre d'habitants considérés : le seuil urbain peut varier du simple au double au bas mot et même de 1 à 100 (2 000) en France et 5 000 en Italie par exemple ; la commune urbaine existe au Japon à partir de 30 000 habitants, mais de 300 au Danemark et, du temps de l'apartheid, il suffisait de 100 Blancs en Afrique du Sud... ; d'autre part, de la délimitation des communes urbaines ou non : au Sénégal, les statistiques sont largement faussées par le fait que beaucoup de communes suburbaines ont, pour des raisons fiscales, intérêt à se déclarer comme rurales. On peut aussi douter des statistiques urbaines de l'époque coloniale, qui ont eu tendance, selon les cas, à minimiser le processus – ou au contraire à l'exagérer quand il s'agissait, dans les années 1950, de tirer le signal d'alarme en soutenant une politique de renvoi des jeunes à la campagne.

guère prise en compte puisqu'ils étaient clandestins². Auparavant, si les villes anciennes d'Afrique ont pu jouer un rôle fort important et parfois déterminant sur le plan politique et économique, elles ont été en général peu nombreuses et relativement peu densément peuplées. Mais cela ne signifie pas qu'elles ont été inexistantes.

On a trop lu chez les urbanistes des années 1950 et 1960 des commentaires sur les villes africaines (certes, cela a des caractères urbains, mais ce ne sont pas de « vraies villes ») pour ne pas réagir. L'« idée » de ville risque en permanence en histoire d'être restrictive, c'est-à-dire plus « eurocentrée » qu'il n'y paraît. Car l'« idée » de ville que transmet le chercheur est, s'il n'y prend garde, celle de sa propre civilisation. Ce que je voudrais donc montrer ici, c'est que, contrairement aux idées reçues, non seulement l'idée de ville est ancienne et enracinée en Afrique, mais que, à l'heure actuelle, l'existence même de ces villes qui ne ressemblent pas aux nôtres constitue un défi pour les chercheurs en histoire urbaine, qui devrait les inciter à remettre en cause nombre de concepts reçus jusqu'à présent comme acquis.

L'urbanisation en Afrique : un phénomène « banal » de longue durée

Les travaux sur l'histoire urbaine en Afrique se sont multipliés ces dernières années, aussi bien en langue française qu'en langue anglaise. Ils ont renouvelé les connaissances établies dans les années 1970, au tournant de l'époque coloniale et des débuts de l'indépendance, alors dominées par deux idées-forces : les Africains étaient des ruraux, de tout temps « étrangers à la ville³ » ; le « biais urbain » (*urban bias*) faisait de la ville en Afrique un mal social, une espèce d'aberration invivable qu'il fallait combattre en entravant autant que possible la migration rurale alors effectivement accélérée vers les métropoles nationales.

2 - Les déplacements des travailleurs noirs étaient légalement soumis depuis la fin du XIX^e siècle à la détention d'un livret (ou passe), et tout individu désireux de quitter sa misérable « réserve » pour migrer en ville, ou de se loger en dehors des *townships* éloignées qui leur étaient réservées, le faisait clandestinement. Seules les femmes, supposées inutiles à la production moderne, étaient dispensées de cette mesure qui ne leur fut imposée que par le régime de l'apartheid par une loi de 1950. Ceci explique pourquoi, tout au long du XX^e siècle, il y eut en Afrique du Sud plus de citadines que de citoyens africains.

3 - Titre d'un ouvrage réputé sur la ville nigériane de Jos : LEONARD PLOTNICOV, *Strangers to the city: Urban man in Jos*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1967. Il a été montré depuis lors que le pays Yoruba – de même d'ailleurs que le pays Hausa du nord du Nigeria où Kano fut une métropole bien avant la colonisation – était urbanisé de longue date... Mais c'était l'époque où tout était bon pour opposer le « traditionnel » au « moderne », y compris à propos des villes.

La méconnaissance des historiens de la ville occidentale

Depuis bientôt vingt ans, une série de travaux combattent ces préjugés. Les observateurs avertis tendent au contraire à démontrer que l'histoire urbaine africaine fait, autant que les autres, partie de l'histoire universelle. Il n'est pas inutile de rappeler ce truisme, tant la tentation apparaît encore forte de faire de l'Afrique en général, et de l'histoire ou de l'anthropologie africaines en particulier, un cas à part. Les historiens de la ville, voire les historiens tout court continuent de faire comme si l'histoire urbaine africaine débutait avec l'intrusion européenne tardive de l'impérialisme colonial, et les réalités urbaines africaines sont, encore plus que dans les autres pays du Sud, des aberrations condamnables en soi. Il ne vient guère à l'idée des urbanistes (non africanistes) de regarder deux des trois plus grandes villes africaines : Johannesburg (Afrique du Sud) et Lagos (Nigeria) – la première étant Le Caire –, autrement que comme le lieu de tous les crimes ou le prototype d'une ville où les difficultés du transport urbain sont devenues insolubles. Pourtant, le fait que l'essor urbain soit devenu depuis vingt ans le processus majeur en Afrique a entraîné la multiplication des analyses, avec des méthodes et des problématiques nouvelles, qui pourraient être profitables à la réflexion des spécialistes d'Europe ou d'ailleurs.

Bien entendu, le trait peut paraître forcé, car, heureusement, la tendance commence à s'inverser. Par exemple, l'Institut national du patrimoine, quittant l'hexagone, a lancé la recherche sur le patrimoine architectural des villes coloniales françaises⁴. Mais que de chemin encore à parcourir ! Dans une histoire urbaine universelle récente de quatre cent soixante pages, publiée par la prestigieuse maison d'éditions Cambridge University Press, l'histoire urbaine de l'Afrique n'a droit qu'à quatre pages, et les villes africaines d'aujourd'hui y sont qualifiées de « cultural decay [of a] pathological and incoherent urban reality »⁵.

La littérature scientifique francophone commet moins de tels excès. Encore doit-on nuancer cette vision optimiste du comparatisme urbain : des ouvrages parallèles récents, qui s'intitulent modestement *Cities in civilization*⁶ pour le premier, et *Les villes* pour le deuxième, prennent toujours la ville occidentale pour le modèle universel : « La ville est, avec l'écriture, l'art et le sacré, le fait de civilisation par excellence et toute grande culture se signale par le prestige de ses cités⁷ » : aucun

4 - Institut national du patrimoine, *Architecture coloniale et patrimoine. L'expérience française*, Paris, Somogy Éditions d'Art, 2005 ; *Patrimoine et architecture européenne : étude comparée*, Paris, Somogy Éditions d'Art, 2006.

5 - AIDAN SOUTHALL, *The city in time and space*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, pp. 43-44 et 289-290, ici p. 290. A. Southall fut pourtant un anthropologue réputé de la ville africaine dans les années 1960.

6 - PETER HALL, *Cities in civilization*, New York, Fromm international, 2001.

7 - BERNARDO SECCHI, « À propos de la ville européenne contemporaine », *Présentaine*, 16-17, « Les villes », 2003-2004, pp. 13-20, ici p. 16.

progrès depuis *La grande histoire de la ville* en 1997⁸. Pourtant, dans l'avant-propos, les caractéristiques de la ville qu'entendent traiter les auteurs ne sont pas une exclusivité européenne mais concernent toutes les villes : à savoir ses dimensions créatrices, à la fois lieu de mémoire, de coexistence non exempte de contradictions et de cohabitation plus ou moins conflictuelle, et enfin paysage onirique qui cristallise toute une série de fantasmes, de peurs, d'obsessions, de besoins, de désirs et d'espoirs. Il est aisé de construire selon ce schéma une analyse historique des villes africaines⁹ ! Car, en Afrique comme ailleurs, les villes ont toujours été un espace d'innovation, puisqu'elles font converger et se rencontrer des gens venus d'ailleurs. C'est un exemple pris entre mille de l'eurocentrisme fréquent qui caractérise nos sciences sociales.

La récente *Histoire de l'Europe urbaine* témoigne d'une avancée¹⁰, qui consacre un nombre de pages important aux villes coloniales africaines¹¹ ; espérons que ce tournant va permettre de s'engager dans une véritable histoire comparée dont l'Afrique ne soit plus exclue, sans que cette initiative tombe à nouveau dans l'oubli¹².

8 - CHARLES DELFANTE, *Grande histoire de la ville, de la Mésopotamie aux États-Unis*, Paris, Armand Colin, 1997.

9 - Ceci vient d'être entrepris dans le domaine culturel : DOMINIQUE MALAQUAIS et ROLAND MARCHAL (éd.), « Vingt-cinq ans de *Politique africaine*. Du pourquoi et du comment », *Politique africaine*, 100, « Cosmopolis : de la ville, de l'Afrique et du monde », 2005-2006, pp. 7-69 ; et *Histoire et Afrique*, 5, « Villes d'Afrique : circulation et expressions culturelles », sous la dir. d'Odile Goerg, 2006, pp. 9-134.

10 - Une heureuse exception antérieure : l'anthologie d'histoire urbaine de la collection « Textes essentiels » y fit dès 1992 place – la dernière – aux villes extra-européennes. MARCEL RONCAYOLO et THIERRY PAQUOT (éd.), *Villes et civilisation urbaine, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Larousse, 1992, XI, « L'urbanisation du tiers-monde », pp. 607-677. Une section était consacrée aux États-Unis, une autre à l'URSS, mais on n'y trouve mentionnées nulle part les villes ni de l'Asie, ni du monde arabe, ni de l'Amérique du Sud, pas même dans la section XI, qui ne traite que des villes de l'Afrique noire, sinon un article général de PAUL BAIROCH sur « Les causes de l'explosion urbaine du tiers monde » (pp. 655-678). Ce n'était pas leur faute : les travaux en ces domaines restaient rares en langue française.

11 - ODILE GOERG et XAVIER HUETZ DE LEMPS, « La ville européenne outre-mer », in J.-L. PINOL (dir.), *Histoire de l'Europe urbaine*, II, *De l'Ancien Régime à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2003, pp. 279-335. Cette « découverte » de la ville outre-mer par un historien de la ville européenne tient en partie à la rencontre de spécialistes appartenant à la même université.

12 - Il y a maintenant vingt ans, l'économiste Paul Bairoch avait ouvert la voie par un ouvrage magistral mais apparemment négligé par les historiens de l'Europe : *Ville et économie dans l'histoire. De Jéricho* (légalement la plus ancienne ville de l'histoire) *à Mexico* (ville la plus peuplée à la date de rédaction de l'ouvrage). C'était un inventaire de l'ensemble des travaux et donc du savoir consacrés à l'histoire des villes en et hors d'Occident (Paris, Gallimard, 1985). Vers la même date, un chercheur italien s'est lancé dans une entreprise analogue de comparaison urbaine mondiale (PIETRO ROSSI (dir.), *Modelli di città. Struttura e funzioni politiche*, Turin, Einaudi, 1987). Les Français ne s'y étaient pas encore risqués.

La ville en Afrique : une réalité millénaire

Il n'est pas pour autant question de revenir à un sentiment passéiste proche de celui des premiers historiens de l'Afrique, du temps où ces « redécouvreurs » voulaient prouver que l'Afrique précoloniale avait eu partout des villes. Cette entreprise de réhabilitation caractérise les deux premiers essais sur la question, d'ailleurs longtemps restés les seuls, publiés respectivement en 1959 par Basil Davidson et en 1976 par Robert Hull¹³. Mais il ne faut pas tomber dans l'excès inverse, et donc résister au préjugé selon lequel rien ne se serait passé en Afrique comme ailleurs.

Sans revenir sur le sempiternel et insoluble thème de la définition de la ville, rappelons que Jacques Le Goff a déjà montré que, là où il y a expression matérielle du pouvoir politique et économique, ce n'est plus un simple village, ni un bourg rural, c'est un lieu de décision¹⁴. Cela fait donc partie intégrante de ce qu'il est convenu d'appeler en histoire une ville, c'est-à-dire un lieu – y compris pendant le Moyen Âge européen et les Temps modernes – où une partie longtemps minoritaire de la population ne se consacre pas à l'agriculture (pour reprendre le critère simple de Max Weber¹⁵) mais vit du prélèvement d'une partie de ses surplus.

Certains suggèrent que l'on pourrait avancer un autre concept : ni ville ni campagne, en somme, mais quelque chose comme bourg, « village-centre » en Occident¹⁶, ou simplement « village » en Afrique (terme utilisé par les coloniaux pour désigner les districts africains des grandes villes : ainsi Poto-Poto ou Bakongo à Brazzaville, quartiers qui dès l'indépendance ont dépassé les cinq cent mille habitants. Mais alors on hésiterait tout autant à qualifier de « ville » ce qui est « banlieues¹⁷ », que l'on désigne parfois du terme de « quartiers ». Autrement dit, le tissu urbain n'est pas à confondre avec ce qui n'est que le centre de la ville, des

13 - BASIL DAVIDSON, *The lost cities of Africa*, Boston, Little Brown, [1959] 1970 (L'Afrique avant les Blancs : découverte du passé oublié de l'Afrique, Paris, PUF, 1962); ROBERT HULL, *African cities and towns before the European conquest*, New York, W. W. Norton, 1976.

14 - JACQUES LE GOFF, « Introduction », in *Id.* (dir.), *La ville médiévale. Des Carolingiens à la Renaissance*, Paris, Le Seuil, 1980, pp. 9-25 (GEORGES DUBY (dir.), *Histoire de la France urbaine*, t. 2).

15 - MAX WEBER, *La ville*, Paris, Aubier/Montaigne, [1924] 1947.

16 - Voir PIERRE GEORGE, *La ville. Le fait urbain à travers le monde*, Paris, PUF, 1952.

17 - L'origine du mot vient de la juxtaposition du terme de ban (proclamation officielle d'un ordre) et de lieue, le territoire d'une lieue autour de la ville (et de ses remparts éventuels) sur lequel s'étendait le ban (en latin médiéval *banleuca*). La banlieue a donc d'abord une définition administrative : elle est constituée de communes autonomes mais qui sont urbanisées sous l'influence d'une ville-centre. La banlieue est un fait récent, contemporain ou postérieur à la révolution industrielle. Les relations entre la banlieue et la ville-mère sont caractérisées par la ségrégation (sociale et économique) et le desserrement, qui conduisent les activités à se déplacer vers la périphérie. Ces handicaps des banlieues, entraînant sous-équipements et manque d'unité du tissu urbain, peuvent engendrer un sentiment d'exclusion (ressenti comme exclusion de la ville-centre, en fait exclusion sociale et culturelle). Voir PIERRE MERLIN et FRANÇOISE CHOAY (éd.), *Dictionnaire de l'urbanisme et du logement*, Paris, PUF, 1998, pp. 105-114.

affaires, de la finance, du gouvernement, ce pour quoi les Nord-Américains utilisent le terme précis de « downtown » ou les Britanniques de « City ». La ville ne se réduit pas à son centre ; ce fut l'erreur que firent les fonctionnaires coloniaux en parlant de la « ville coloniale », construite à l'image des villes européennes et peuplée d'une toute petite minorité de Blancs dans une ville « noire » : on estime que l'arrivée d'un colon blanc, quelle que fût sa fonction (administrateur, commerçant, personne privée), suscitait entre six et dix emplois, sans compter les membres de la famille dite alors « indigène » assistant le salarié. C'est pourquoi, en 1933, la ville de Nairobi, considérée pourtant comme la capitale d'une « colonie de peuplement », comptait quelque 100 000 habitants, dont près de 20 000 Indiens et 7 500 Européens (sur un total dans la colonie de 15 000), pour la plupart Britanniques¹⁸. Ce n'était pas une exception, mais la règle, surtout dans les « colonies d'exploitation » où, mis à part un personnel réduit d'administrateurs coloniaux, quasiment tous les Européens habitaient en ville.

Les historiens urbains de l'Europe ont eu la sagesse de ne pas décomposer à l'infini les concepts de ville et de campagne. Rappelons cependant que, si le concept est universel, les formes urbaines (comme les formes rurales) sont, elles, extrêmement variables dans l'espace et le temps. Car la ville renvoie à la société tout entière, dont elle est à la fois le reflet et l'incarnation¹⁹.

En ce sens, l'Afrique précoloniale a eu des villes, même si ont aussi existé en Afrique des sociétés non ou très peu urbanisées. Il s'agissait dans ce dernier cas de sociétés rurales, naguère dites « sans État », fondées sur une agriculture de subsistance réglée par des relations consolidées de pouvoir de lignage à lignage par des échanges matrimoniaux, la circulation des femmes assurant à la fois les rapports de voisinage et le rééquilibrage des relations sociales (*kinship*). D'évidence, une telle organisation n'avait pas besoin de villes pour régenter des relations politiques très majoritairement « horizontales ». Mais le type (exclusif) d'organisation patriarcale rurale a vu ses espaces se réduire au fil des siècles, tant le continent a été progressivement soumis à des contraintes variées, liés aux complémentarités régionales, à la guerre, à l'esclavage, à des échanges mercantiles de toutes sortes²⁰.

18 - 7 564 Européens, 17 609 Indiens et 75 536 Africains, soit au total 100 709 citoyens. *Blue Book*, Wakefield, Microform Academic Publishers, 1933 (microfilm 96995/40). En 1948, la population blanche ne représentait encore que 9 % de la population totale de la ville.

19 - C'est ce que j'ai tenté de montrer dans CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH, *Histoire des villes d'Afrique noire des origines à la colonisation*, Paris, Albin Michel, 1993, chap. 1, « De la ville en Afrique. Questions d'histoire », pp. 13-46 (trad. remise à jour *The history of African cities South of the Sahara. From the origins to colonization*, Princeton, Mark Wiener Publ., 2005).

20 - Cette évolution commence à être bien connue à partir du XVIII^e siècle, avec les transformations économiques et politiques du XIX^e siècle précolonial : l'armement amélioré des sociétés esclavagistes côtières ou non, les guerres de conquête internes entreprises par des chefs de guerre religieux ou marchands parfois sur de très vastes espaces, notamment dans toute l'Afrique de l'Ouest, mais aussi de l'Est, en lisière des ambitions du sultanat de Zanzibar, ou au Sud avec les bouleversements politiques Nguni (naguère attribués aux Zulu de Chaka), ont rendu caduques les vieilles structures partout où elles

Sorti de ce cas limite, il n'existe guère de sociétés sans ville, mais bien entendu des villes qui répondent à leur contexte²¹.

La diversité des villes d'autrefois²²

Après les avancées décisives des années 1980, les historiens ont tendance à négliger le domaine des villes anciennes, à l'exception d'un numéro spécial récent sur les « cités-États » à l'africaine²³. Ce volume souffre néanmoins d'avoir privilégié l'approche anthropologique aux dépens des apports spécifiques du savoir historique comparé, pourtant immense sur la question urbaine dans les sociétés pré-industrielles. Il paraît en effet réducteur de refermer la « cité africaine » ancienne sur un seul modèle qui distingue « l'enceinte, l'arrière-pays et l'outre-pays²⁴ ». Ces catégories conviennent sans doute aux villes du Sahel. Mais l'« enceinte » est loin d'être une caractéristique généralisée, comme le seraient les remparts d'une cité féodale occidentale. Au contraire, en Afrique occidentale notamment, le mercantilisme interne a fait parfois de l'accessibilité le point fort de la ville²⁵. C'est l'insécurité due à des changements politico-économiques forts (les vagues déferlantes des traites négrières) qui ont transformé parfois tardivement les villes en *tata* ou forteresses. On ne peut, pour toute l'Afrique et sur une période de l'ordre du

n'avaient pas encore été ébranlées. Tout cela a favorisé un peu partout, y compris au centre de l'Afrique touché de relais en relais, la formation d'États de moins en moins embryonnaires, donc de cités capitales. Ces centres politiques ont engendré des formes urbaines conformes aux possibilités sociales et techniques des sociétés concernées.

21 - Les villes éthiopiennes (sauf quelques capitales religieuses) ont été pendant des siècles des villes itinérantes composées de tentes ; elles n'en étaient pas moins des capitales regroupées autour de l'empereur pour des périodes plus ou moins longues et non des villages ou de simples campements. Voir à ce sujet DONALD CRUMMEY, *Land and society in the christian kingdom of Ethiopia: From the thirteenth to the twentieth century*, Urbana, University of Illinois Press, 2000.

22 - « Villes anciennes » prête à confusion ; « villes précoloniales », trop vague pour quelque deux millénaires, préjugé d'un futur alors inconnu. D'où ce terme d'« autrefois » suggéré par l'historien de l'Afrique Bernard Salvaing, dans son habilitation à diriger des recherches (Paris-VII – Denis Diderot, 2005).

23 - *Journal des africanistes*, 74, 1-2, « Cité-État et statut politique de la ville », 2004.

24 - GILLES HOLDER et ANNE-MARIE PEATRICK, « Cité, centre, capitale : pour une anthropologie du statut politique de la ville », *Journal des africanistes*, 74, 1-2, pp. 9-34, ici p. 14.

25 - Ray Kea a montré que, aux XVI^e et XVII^e siècles, avant l'essor destructeur de la traite atlantique, les villes intérieures moyennes de la Côte de l'Or étaient nombreuses et peuplées (de l'ordre de 2 000 à 20 000 habitants). Ces cités-États étaient aussi des villes ouvertes, sans remparts ni enceinte, car leur prospérité reposait sur le commerce de la poudre d'or et sur la libre circulation entre tous les pôles du réseau : de la ville à la campagne environnante, et aussi de ville à ville, et même de ville à port, où résidaient des Portugais ou des Hollandais (RAY A. KEA, *Settlements, trade and politics in the seventeenth century Gold Coast*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1982). Voir aussi CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH, « Villes africaines anciennes : une civilisation mercantile pré-négrière dans l'Ouest africain, XVI^e et XVII^e siècles », *Annales E.S.C.*, 46-6, 1991, pp. 1389-1410.

millénaire, enfermer le concept de ville dans une description rigide de ce que serait localement la « vraie ville », alors que la plasticité des rapports de pouvoir et de leur expression matérialisée dans l'espace a entraîné une infinité de variantes.

C'est pourquoi, comme ailleurs, l'histoire urbaine précoloniale africaine est une histoire périodisée, diversifiée et complexe, fonction du rythme et des conditions spécifiques de développement, eux-mêmes dépendants du contexte politique, économique et culturel des sociétés concernées. À chaque fois se sont combinés des éléments autochtones à des influences venues d'ailleurs, que cet ailleurs soit l'arrière-pays proche, les contacts interrégionaux à longue distance ou les ouvertures intercontinentales.

Sans revenir sur les étapes chronologiques de cette urbanisation ancienne aujourd'hui fort bien défrichée, je voudrais souligner un acquis récent : pour la ville de Jenne-Jeno, non loin de Djenné sur le Niger, qui a commencé à se développer en Afrique occidentale au tournant de notre ère²⁶, comme pour celle de Kurrichane, en Afrique du Sud, dont les fouilles font remonter la naissance au moins au début du II^e millénaire de notre ère, et de Mapungubwe, au Zimbabwe²⁷, les archéologues ont construit le concept de *cluster-city*, qui vaudrait ici aussi bien que pour les villes de la Mésopotamie ancienne²⁸ : ce concept permet de suggérer que, même sans forte différenciation socioprofessionnelle, il n'y avait pas contradiction entre l'émergence d'une ville et la faiblesse de la hiérarchie sociale dans ce qui était essentiellement une cité-État. Ce qui fait la différence, c'est que ce modèle de ville, qui présente une disposition contiguë et relativement dense d'enclos familiaux interreliés, a subsisté plus longtemps qu'ailleurs en Afrique : on le retrouve dans la capitale des Bakuba du Congo au XIX^e siècle²⁹. C'est à ce schéma que correspondaient la plupart des capitales politiques des royaumes d'Afrique centrale qui, fondées sur un complexe à la fois militaire et tribal, prennent forme à partir du XVI^e siècle : John Thornton, qui a travaillé sur les données démographiques fournies par les Portugais pour le royaume du Kongo, souligne que, même si la densité urbaine n'y était pas comparable à celle existant à la même époque en

26 - SUSAN KEECH MCINTOSH et RODERICK J. MCINTOSH, *Prehistoric investigations in the region of Jenne, Mali. A study in the development of urbanism in the Sahel*, Oxford, BAR, 1980. SUSAN KEECH MCINTOSH (éd.), *Excavations at Jenne-Jeno, Hambarketolo, and Kaniana (Inland Niger delta, Mali), the 1981 season*, Berkeley, University of California Press, 1995.

27 - ANDRIE MEYER, « K2 and Mapungubwe », et THOMAS N. HUFFMAN, « Mapungubwe and the origins of the Zimbabwean culture », in M. LESLIE et T. MAGGS (éd.), *African naissance: The Limpopo valley 1000 years ago*, Le Cap, South African Archaeological Society, vol. 8, 2000, respectivement, pp. 4-13 et 14-29 ; *Id.*, *Mapungubwe: Ancient African civilizations of the Limpopo*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 2005.

28 - RODERICK J. MCINTOSH, « Clustered cities of the Middle Niger, alternative routes to authority in Prehistory », in D. ANDERSON et R. RATHBONE, *Africa's urban past*, Oxford, James Currey, 2000, pp. 19-35 ; et SUSAN MCINTOSH (éd.) *Beyond chiefdoms: Pathways to complexity in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

29 - JAN VANSINA, *The children of woot: A history of the Kuba peoples*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1978.

Europe, en Asie et dans d'autres parties de l'Afrique, elle était de dix fois supérieure à celle du reste du pays. Il suggère pour la région de Mbanza Soyo (ville de 30 000 habitants vers 1700) un taux d'urbanisation de l'ordre de 20 %, confirmé par ses recherches sur la capitale, Saõ Salvador, où, en 1630, quelque 4 500 baptêmes par an confortent les témoignages de l'époque estimant la population de la ville entre 10 000 et 30 000 foyers (*fogos*)³⁰. C'est pourquoi, à propos des États interlacustres de l'Afrique de l'Est, je suis d'accord avec la thèse d'Émile Mworoha sur la capitale du Burundi, avec Roland Oliver sur celles de l'Ankole³¹ ou avec Jan Vansina sur celle du royaume Nyiginya du Rwanda ancien³², ce qui me fait douter de l'interprétation de Jean-Pierre Chrétien, qui ne reconnaît comme ville dans la région des Grands Lacs que la capitale du Buganda³³. À partir du moment où il y a État, donc pouvoir au moins relativement centralisé et ne reposant plus exclusivement sur la parenté, il y a siège de l'État – aussi faible soit-il –, même si ce siège peut être itinérant.

Car ce qui faisait la ville, c'était plus l'ensemble de ses habitants qu'un territoire précis ou des bâtiments monumentaux dont, en règle générale, l'édification était précaire et, compte tenu des matériaux utilisés et du climat, constamment à relever. On saisit là une différence fondamentale entre la ville occidentale – qui fut de tout temps un bâti urbain – et la ville africaine, où la société primait sur l'habitat : l'essence de la ville résiderait moins dans sa matérialité que dans le sentiment d'appartenance des populations à un ensemble religieux et politique, sans qu'il y ait nécessairement continuité et densité du bâti³⁴. Le cas le mieux étudié de cette mobilité spatiale est celui des villes Yoruba, dont les habitants maintenaient le nom même si les aléas politiques les incitaient à déplacer leur site (ce que les guerres yoruba provoquèrent assez souvent au XIX^e siècle) : mieux que « ville », la traduction du terme yoruba *ilù* est « collectivité urbaine »³⁵.

30 - JOHN THORNTON, « Demography and history in the kingdom of Kongo, 1550-1750 », *Journal of African history*, 18, 4, 1977, pp. 507-530 ; et *Id.*, *The kingdom of Kongo. Civil war and transition, 1641-1718*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1983. Voir le commentaire du même auteur sur le réseau internet H-Africa, 24 octobre 2004, dans *Urbanization in Africa, 1500-1700*, <<http://h-net.msu.edu>>.

31 - ÉMILE MWOROHA, *Peuples et rois de l'Afrique des Grands Lacs*, Paris-Bujumbura, Nouvelles Éditions africaines, 1977 ; ROLAND OLIVER, « Ancient capital sites of Ankole », *Uganda Journal*, 23, 1959, pp. 51-64, a repéré grâce à l'archéologie les « villes-capitales » successives de l'Ankole, du XVI^e au XIX^e siècle.

32 - JAN VANSINA, *Le Rwanda ancien : le royaume nyiginya*, Paris, Karthala, 2001.

33 - Celle-ci présente l'avantage d'avoir été plus anciennement décrite par des voyageurs européens (JEAN-PIERRE CHRÉTIEN, « Les capitales royales de l'Afrique des grands lacs peuvent-elles être considérées comme des villes ? », *Journal des africanistes*, 74, 1-2, 2004, pp. 277-298).

34 - JEAN POLET, « L'émergence de la ville en Afrique sub-saharienne », in A. BAZZANA et H. BOCOUM (dir.), *Du Nord au Sud du Sahara. Cinquante ans d'archéologie française*, Paris, Sépia, 2004, pp. 249-259.

35 - Voir le bilan de nos connaissances sur les villes yoruba dans C. COQUERY-VIDROVITCH, *Histoire des villes d'Afrique noire...*, *op. cit.*, pp. 171-182 et 252-263.

C'est pourquoi la résidence du souverain d'une « cité-État », et plus encore d'un État tout court, ne peut se réduire à une grande ferme : reconnue comme supérieure à toute autre, elle échappe par là même, au moins en partie au statut de « ferme » (ni plus ni moins qu'une capitale mérovingienne), puisque le souverain pouvait entraîner les autres chefs de fermes dans la guerre contre les États voisins. C'était la forme de ville rendue possible par l'élaboration du pouvoir tel qu'il était défini à cette époque et par cette société inégalitaire : inégalité organisée par la répartition des ressources entre nantis et dépendants – ceux que des avatars successifs allaient dans les petits États d'Afrique centrale transformer en « Tutsi » et « Hutu », termes non pas « ethniques » (du moins à l'époque), mais sociaux et politiques.

Outre ces cas certes limites d'émergence urbaine, il a existé beaucoup de villes dans l'Afrique d'autrefois. La plus connue des révolutions urbaines en Afrique est celle qui fit la jonction avec le monde arabo-musulman à partir des XI^e et XII^e siècles de notre ère, aussi bien sur le Niger, d'où fut diffusé le modèle célébré de la mosquée de Djenné, que sur la côte orientale, où émergea la civilisation urbaine swahili entre les XII^e et XVI^e siècles, bon exemple des préjugés historiographiques attribuant il n'y a pas si longtemps encore aux seuls Arabes la construction de villes en pierre³⁶. L'islam joua un rôle dans la transformation des villes ; il n'en fut pas, et de loin, le seul moteur. Toutes ces villes, foyers de dignitaires et d'érudits musulmans, restèrent longtemps peuplées d'une masse de citoyens besogneux (porteurs, caravaniers, piroguiers, esclaves...) qui ne se convertirent en masse qu'au XIX^e siècle³⁷.

Les Portugais à leur tour introduisirent le modèle de la ville-fort de commerce ; ils disputèrent les ports de l'océan Indien aux Arabes, aux Swahili et aux Indiens tout au long des XVI^e et XVII^e siècles³⁸. Ce n'est que progressivement, au fur et à mesure que l'économie négrière interne et internationale gagnait l'ensemble du continent, que se mirent en place un système politique militarisé et, donc, des villes fortifiées, le tout fondé sur un complexe guerrier et marchand³⁹.

36 - Pour une critique de cette vision dépassée, voir DEREK NURSE et THOMAS SPEAR, *The Swahili: Reconstructing the history and language of an African society, 800-1500*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1985 ; et aussi JUSTIN WILLIS, *Mombasa, the Swahili and the making of the Mijikenda*, Oxford, Oxford University Press, 1993.

37 - Même lorsque l'islam fut vraiment dominant, comme à l'époque du sultanat de Zanzibar en Afrique orientale, les centres urbains constituèrent dans l'espace swahili des arènes culturelles, politiques et économiques éminemment complexes. Le premier à l'analyser fut JONATHAN GLASSMAN, *Feasts and riots. Revelry, rebellion, and popular consciousness on the Swahili coast, 1856-1888*, Portsmouth, Heinemann, 1995.

38 - Ils occupèrent aussi, eux et leurs descendants, des zones entières de l'arrière-pays mozambicain sous le nom de *prazos* (voir ALLEN ISAACMAN, *The tradition of resistance in Mozambique: The Zambezi valley, 1850-1921*, Berkeley, University of California Press, 1976) ; ils essaimèrent également dans l'arrière-pays angolais.

39 - Si les traites négrières existaient depuis longtemps en Afrique, elles connurent une accélération internationale et une expansion interne inégalées à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle et tout au long du XIX^e siècle. Le sultanat négrier de Zanzibar

Enfin, dès le XVIII^e siècle, autour des missions catholiques et protestantes s'effectua un travail en profondeur de changement des mentalités : les gens ne copièrent pas le modèle occidental, ils en assimilèrent et intériorisèrent certains aspects à leur façon⁴⁰. Le métissage social et culturel eut lieu de bonne heure en milieu urbain. Cette créolisation culturelle a fait dans les vingt dernières années l'objet de nombreuses études, surtout de langue anglaise⁴¹. Grâce aux historiens (et bien entendu aux anthropologues), nombre de spécialistes (architectes, urbanistes, politologues, juristes...) abandonnent donc le postulat de la « ville coloniale », et plus généralement de la ville « moderne » comme un pur apport européen du XIX^e siècle sur un contexte vierge.

Ce qu'il faut en retenir, c'est que la plupart du temps les changements n'intervinrent pas de façon brutale, mais résultèrent d'ajustements progressifs provoqués par l'attraction urbaine d'activités mercantiles en expansion, qui font de l'histoire urbaine africaine, comme ailleurs, une histoire de longue durée. Les villes de la colonisation furent, par définition, les lieux où les colonisateurs décidèrent de s'établir et d'introduire la « modernité » de l'époque. Ils transformèrent profondément les milieux concernés, ils ne les créèrent pas : le plus souvent, ils sélectionnèrent des centres antérieurs qui leur parurent les plus à même de servir

installa son hégémonie à partir de la côte orientale dès le XVIII^e siècle ; la traite atlantique, qui avait démarré en flèche avec l'introduction des plantations de canne à sucre au Brésil à partir du milieu du XVII^e siècle, connut son apogée (légal puis de contrebande) entre 1760 et 1840. Enfin, la traite trans-saharienne, endémique depuis les empires médiévaux du Soudan occidental, connut un regain à l'ouest avec les grands jihads précoloniaux du XIX^e siècle renforcés, à l'est, par la militarisation en Égypte et dans le Bahr el Ghazal (voir OLIVIER PÉTRÉ-GRENOUILLEAU, *Les traites négrières. Essai d'histoire globale*, Paris, Gallimard, 2004).

40 - JEAN COMAROFF et JOHN COMAROFF, *Of revelation and revolution: Christianity, colonialism, and consciousness in South Africa*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991, 2 vol., l'ont étudié pour les Tswana du XIX^e siècle précolonial. Voir aussi JEAN COMAROFF, *Body of power, spirit of resistance: The culture and history of a South African people*, Chicago, The University of Chicago Press, 1985.

41 - Voir, sur les citadins créoles de Luanda, JOSEPH MILLER, *Way of death. Merchant capitalism and the Angolan slave trade, 1730-1830*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1988, chap. 8 et 9 ; PHYLLIS MARTIN, « Family strategies in nineteenth century Cabinda », *Journal of African history*, 28, 1, 1987, pp. 65-86 ; PETER MARK, *Portuguese style and Luso-African identity. Precolonial Senegambia, sixteenth-nineteenth centuries*, Bloomington, Indiana University Press, 2002 ; ROGER PASQUIER, *Le Sénégal au milieu du XIX^e siècle. La crise économique et sociale*, Thèse de Doctorat d'État, Université Paris-IV, 1987, 7 vol. ; MAMADOU DIOUF, *Histoire du Sénégal : le modèle islamo-wolof et ses périphéries*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001 ; RÉGINE BONNARDEL, « 1789 : le Cahier de Doléances des Saint-Louisiens (Sénégal). Mythe et réalité », in *Esclavage, colonisation, libérations nationales*, Paris, L'Harmattan, 1990, pp. 51-60 ; ODILE GOERG, *Pouvoir colonial, municipalités et espaces urbains : Conakry-Freetown des années 1880 à 1914*, Paris, L'Harmattan, 1997, 2 vol. ; RALPH AUSTEN et JONATHAN DERRICK, *Middlemen of the Cameroon rivers: The Duala and their hinterland, ca. 1600-ca. 1960*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999. Sur les Afro-Brésiliens, voir, entre autres, MANUELA CARNEIRO DA CUNHA, *Negros, estrangeiros: Os escravos libertos e sua volta à Africa*, São Paulo, Nobel Edusp, 1986.

leurs objectifs. Loin d'être créée de toutes pièces, la ville coloniale s'inscrit dans un passé dont les héritages cumulés eurent à se combiner à ce nouvel apport.

De la ville contemporaine coloniale et postcoloniale

C'est sans conteste l'ère de l'impérialisme colonial qui introduisit la révolution urbaine la plus visible. Le fait colonial marque, à la suite de la révolution industrielle européenne et de l'avancée du marché moderne en Afrique, une seconde rupture entre les villes d'Occident et les villes africaines. Mais, suivant en ceci la pensée des colonisateurs, les historiens ont trop fait de la ville coloniale le symbole de la « modernisation », c'est-à-dire de l'occidentalisation des sociétés africaines. Les études les plus récentes insistent au contraire sur la complexité de la culture urbaine africaine au ^{xx}^e siècle, produit d'une série d'influences dont la synthèse, constamment remodelée, donne naissance à des formes culturelles complexes et intrinsèquement métissées. En Afrique du Sud, un réseau assez dense de villes coloniales était en place dès le milieu du ^{xix}^e siècle, depuis Le Cap (la seule ville restée majoritairement blanche jusqu'au milieu du siècle⁴²) jusqu'à Port-Natal (devenu Durban) ou les villes de la république indépendante « boer » du Transvaal (Kimberley naquit en 1867 avec la découverte du diamant et Johannesburg en 1886 avec celle de l'or). Même si, dès le départ, c'est-à-dire dans la plupart des autres cas à l'aube du ^{xx}^e siècle, les colonisateurs, projetant sur les villes leur projet politique, prétendirent en faire les bastions de l'autocratie blanche, la symbiose urbaine fut un travail entrepris de longue date ; les continuités sociales furent parfois aussi fortes dans les villes coloniales que les mutations. Même si certaines villes furent créées de toutes pièces⁴³, la plupart furent greffées sur des villes préexistantes, ce qui n'a rien d'étonnant puisque le site et la fonction s'y prêtaient⁴⁴. Les histoires sociales de ces villes ont montré la faillite du projet colonial *stricto sensu*. En effet, toutes ces villes voulues blanches furent peuplées au 9/10 de Noirs qui, mis à part le petit quartier européen le plus souvent soigneusement ségrégué, élaborèrent, en marge du système colonial, des mécanismes de fonctionnement à leur usage.

42 - Cette « blancheur » de la ville résultait de l'ordre colonial, qui interdisait l'accès de la colonie du Cap aux Noirs autochtones. Cette mesure ne résista pas aux besoins de main-d'œuvre nés des découvertes minières de la fin du siècle.

43 - Chantier ferroviaire comme Nairobi ou ports accrochés sur un village comme Dakar, Cotonou ou Conakry.

44 - Port comme Mombasa, lieu de transbordement comme les « ports » du désert (Tombouctou, Djenné et surtout Mopti sur le Niger) ou carrefours de voies fluviales et/ou routières comme Kayes ou Bobo-Dioulasso, capitales politiques anciennes comme Ouagadougou ou Kampala, ou marchés interrégionaux comme Léopoldville (Kinshasa) ou Brazzaville.

Le renouveau des études urbaines

Sur les villes africaines, les travaux d'histoire récents sont nombreux et riches, à partir de la première monographie historique d'envergure⁴⁵ qui fut entreprise par un historien ivoirien, Pierre Kipré, sur l'histoire des villes coloniales de son pays jusqu'en 1940. Ce fut un travail pionnier, consacrant un chapitre novateur aux « marginaux » et aux pauvres dans la ville africaine. Mais il y analyse aussi les bases foncières des emprises urbaines, les conditions de l'économie citadine, les groupes sociaux différenciés et la mobilité sociale, et propose une typologie historique de ces villes⁴⁶.

Depuis, est parue une série de recherches que je préfère évoquer en continuité avec la phase postcoloniale, car l'ensemble des travaux d'histoire urbaine sociale, culturelle et foncière de l'époque coloniale a permis de donner à ces questions la profondeur historique qui manque souvent cruellement aux experts du monde urbain contemporain (juristes, politologues, ingénieurs, planificateurs...): ils croient découvrir aujourd'hui des processus à l'œuvre depuis longtemps. Car, partout, un facteur commun demeure: la réappropriation de la « ville coloniale » (et de ses héritages) par les citoyens africains, qui en font bel et bien, en dépit des dénégations occidentales, leur ville. Les occasions de confrontation entre villes coloniales et villes postcoloniales sont donc nombreuses et fécondes. Cet apport s'inscrit en faux contre ce que l'historien américain Frederick Cooper vient récemment d'exprimer dans une formule choc qui paraît désavouer ses recherches antérieures: « Colonial economies fostered an urban sector, but not an urban society⁴⁷. » Une société urbaine s'est pourtant mise en place sous la colonisation, certes très largement « informelle », mais gravitant autour du noyau imposé par la colonisation; la société urbaine s'est en effet construite en grande partie en marge de la volonté, et donc de l'économie coloniale, les colonisateurs ne l'ayant ni désirée ni prévue⁴⁸.

Toutes ces villes se retrouvent, dans un laps de temps court, *grosso modo* une génération – entre 1956 et 1980 –, villes de l'indépendance. L'étude en est passionnante, en ce qu'elle révèle à la fois les héritages nés d'un siècle de transformations coloniales accélérées et les mutations contemporaines. Parce que l'urbanisation est

45 - Auparavant, plusieurs géographes avaient consacré une partie de leur travail à l'histoire de la ville étudiée, et GEORGES BALANDIER avait fait œuvre de précurseur avec *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, [1955] 1985.

46 - PIERRE KIPRÉ, *Villes de Côte-d'Ivoire, 1893-1940*, Abidjan, Nouvelles Éditions africaines, 1985.

47 - FREDERICK COOPER, *Colonialism in question. Theory, knowledge, history*, Berkeley, University of California Press, 2005.

48 - Sophie Dulucq a étudié les investissements urbains coloniaux en Afrique de l'Ouest, très supérieurs aux investissements dans les campagnes malgré les assertions contraires (SOPHIE DULUCQ, *La France et les villes d'Afrique noire francophone. Quarante ans d'intervention (1945-1985)*, Paris, L'Harmattan, 1997).

un processus en constant devenir, les nouveaux modes de vie urbains n'effacent pas les formes héritées, aussi bien de la colonisation que des cultures antérieures remodelées. Ce travail de mixage est encore plus net lorsque la population urbaine est récente, issue d'apports continus de l'espace rural environnant. C'est une des caractéristiques des villes africaines depuis le début de la colonisation, sur un rythme des migrations urbaines nettement accéléré à partir du milieu du xx^e siècle, et démultiplié depuis lors.

Les études qui se sont succédé ont été pour la plupart, jusqu'aux années 1990, autant d'études de cas qui ont privilégié chaque fois une thématique ou une problématique particulière. C'est pourquoi il importe de les replacer dans leur contexte, en montrant la nécessité et l'apport du comparatisme interafricain puisque des processus urbains similaires se retrouvent quasiment partout, même s'ils opèrent dans des contextes variés et à des échelles parfois très différentes.

Passons rapidement sur un champ aujourd'hui bien défriché, car il fut le premier à l'être – à la suite du courant néo-marxiste des années 1970, en un temps où l'histoire ouvrière était encore de mise : celui de la prolétarisation précoce (en marche dès la fin du xix^e siècle) des nouveaux citadins, presque tous d'origine paysanne. Ainsi F. Cooper a-t-il démontré, sur l'exemple de la métropole de Mombasa, comment le salariat a progressivement fait des travailleurs migrants, arrivés en masse des campagnes, des dockers prolétarisés dans leur mode de vie et dans leurs revendications politiques, et ce avant la Seconde Guerre mondiale (ce qui était, à la date où il a écrit cet ouvrage, une petite révolution des préjugés « anti-urbains » sur l'Afrique)⁴⁹. À l'autre bout de la chaîne, je ne citerai que pour mémoire ce qui est le mieux connu, tout en étant sans doute le moins utile pour les historiens, la masse énorme des ouvrages déclinant, depuis la fin des années 1950, le thème du développement urbain. Ce sont des études ressassant pour la plupart les difficultés inhérentes aux grandes villes africaines et les échecs si souvent répétés des différentes stratégies proposées pour y remédier par les organismes nationaux et internationaux, à commencer par le FIDES français (Fonds d'investissement pour le développement économique et social), devenu avec une forte continuité le FAC (Fonds d'aide et de coopération) à l'indépendance, puis par la Banque mondiale et le FMI, et par les partenaires habituels du développement, tout particulièrement la France. La plupart de ces dossiers ignorent ou schématisent le rôle et le poids de l'histoire.

49 - FREDERICK COOPER, *On the African waterfront: Urban disorder and the transformation of work in colonial Mombasa*, New Haven, Yale University Press, 1987. Il existe de nombreuses études sur la prolétarisation des mineurs, qui intervint en Afrique du Sud dès le dernier tiers du xix^e siècle. Il n'y a guère aujourd'hui de voie ferrée africaine qui n'ait donné l'occasion d'une étude de cas analysant la prolétarisation des cheminots et son rôle dans les villes gares principales : la plupart de ces travaux sont de langue anglaise. La meilleure étude de cas régionale est celle de MONIQUE LAKROUM, *Chemins de fer et réseaux d'affaires en Afrique occidentale : le Dakar-Niger (1883-1960)*, Thèse de Doctorat d'État, Université Paris-VII – Denis Diderot, 1987.

Trois thèmes majeurs méritent que l'on s'y attarde aujourd'hui : le foncier, le politique et le culturel, tous trois d'ailleurs étroitement liés pour la compréhension des phénomènes urbains contemporains.

Le foncier urbain

L'histoire foncière urbaine est un thème de longue durée. Mais le foncier urbain fut une création coloniale⁵⁰. La terre était, dans les temps anciens, inaliénable en Afrique. L'agriculture étant dans l'ensemble peu rentable, pratiquée sur des sols pauvres laissés aux mains de cultivateurs peu et mal équipés, les colonisateurs, sauf exception, sont peu intervenus sur le foncier rural. Seules les Highlands du Kenya et les zones de colonisation effective de planteurs blancs (Afrikaners en Afrique du Sud, Britanniques en Rhodésie) ont systématiquement repoussé les populations locales dans des réserves régies par le droit dit « coutumier ». C'est de façon privilégiée en ville qu'a été introduit le concept d'appropriation privée du sol et que se joue depuis lors l'investissement foncier. Les Africains ne s'y sont pas trompés. À Dakar, ils ont très vite investi le foncier : les Lébous à la création de la ville au XIX^e siècle parce qu'ils ont su intelligemment arguer du droit « du premier occupant », les grands marabouts Mourides au XX^e siècle, qui ont ainsi placé les profits accumulés dans la culture de l'arachide, qu'ils avaient prise en main. Pratiquement partout, les expansions urbaines, très rapides depuis le milieu du XX^e siècle, ont su englober les terres villageoises environnantes. C'est ce que, sous la colonisation française, on appelait « purger la coutume » : moyennant des terrains qui lui étaient reconnus en toute propriété, le « chef » du lieu cédait à l'autorité coloniale le reste des terres communales. Le subterfuge a été pratiqué sous des formes diverses après l'indépendance. Ainsi, au Congo (RDC), c'est une loi de Mobutu qui a permis en 1961 d'attribuer à ses protégés des terres communales en propriété individuelle. Il est relativement aisé et il a été parfois entrepris – grâce aux archives des domaines – de reconstituer l'histoire foncière des centres villes d'Afrique : Kristin Mann l'a fait pour Lagos (Nigeria)⁵¹ et, en français, plusieurs thèses, souvent malheureusement non publiées, ont reconstitué l'histoire du foncier urbain depuis ses origines⁵². On y décèle, entre autres, les changements

50 - Pierre Kipré, déjà cité, fut le premier historien à l'aborder. Le seul autre travail d'envergure fut initié par une équipe de politologues et d'anthropologues : ÉMILE LE BRIS, ÉTIENNE LE ROY et FRANÇOIS LEIMDORFER (éd.), *Enjeux fonciers en Afrique noire*, Paris, ORSTOM/Karthala, 1982.

51 - KRISTIN MANN, « Women land property, and the accumulation of wealth in early colonial Lagos », *Signs*, 16, 4, 1991, pp. 682-706.

52 - Comme celles de SOPHIE PICON-LOIZILLON, *Nairobi 1899-1939. Histoire de la création d'une ville coloniale et étude de la vie économique et sociale de la population blanche*, Thèse de Doctorat, Université Paris-VII – Denis Diderot, 1985, de SOLANGE ANDRIANANJANIRINA-RUPHIN, *Histoire de la ville de Zanzibar*, Thèse de Doctorat, Université Paris-VII – Denis Diderot, 1993, ou de SÉBASTIEN SOTINDJO, *Cotonou, l'explosion d'une capitale économique (1945-1985)*, Thèse de Doctorat, Université Paris-VII – Denis Diderot, 1995. Il faut y ajouter l'étude de SYLVIE JIMENEZ, *Histoire du Plateau*

« genrés » du foncier : ainsi, les citadines de Lagos ont su, dans une certaine mesure au moins, protéger leurs biens propres, à savoir leur maison, grâce à la législation coloniale, en cas de divorce. Au contraire, comme à Hararé (Zimbabwe, alors Rhodésie), du fait du mépris colonial pour les coutumes de matrilinearité, elles ont perdu le contrôle de leur propre héritage et jusqu'à celui de leur salaire⁵³.

D'une façon générale, sur la question foncière, la recherche anglophone semblait en retrait jusqu'à ce que paraisse l'étude de Holly Elizabeth Hanson sur l'appropriation de la terre par les notables ougandais dès les années 1900⁵⁴ : profitant de la législation britannique imposant l'appropriation privée de la terre, la monarchie locale prit les choses en mains ; elle fit attribuer la terre à ses protégés et utilisa cette pratique en la réintégrant aux circuits autochtones du pouvoir « modernisé », certes, mais d'une « modernisation » toute africaine déjouant les objectifs du colonisateur.

Laurent Fourchard est allé beaucoup plus loin⁵⁵ : il a étudié, toujours au fil de la colonisation, la façon dont les citadins des deux principales villes d'une même colonie, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (Haute-Volta, aujourd'hui Burkina Faso), ont utilisé et transformé les espaces mis à leur disposition, et comment fut progressivement définie, aménagée et modifiée la relation espace public/espace privé dans les domaines politique et social aussi. Il a montré, entre autres, la congruence de ce type de recherches sur les villes africaines avec celles entreprises sur les villes médiévales et modernes européennes⁵⁶.

Lié au foncier, le thème de l'urbanisme est donc important, à commencer par l'influence, jusqu'alors quasi ignorée, exercée par l'urbanisme colonial sur l'urbanisme en France. Il existe un ouvrage fondateur sur l'urbanisme colonial comme laboratoire de la modernité, mais il ne porte pas sur l'Afrique noire⁵⁷. Cette lacune a été plus récemment comblée⁵⁸. Didier Nativel, suivant des interrogations similaires, a privilégié le bâti urbain, se demandant comment la ville de Tananarive

d'Abidjan (1930-1960), Mémoire de DEA, Université Paris-VII – Denis Diderot, 1983, qui en a reconstitué par le menu l'histoire foncière.

53 - HAROLD CHILD, *The history and extent of recognition of tribal laws in Rhodesia*, Salisbury, Ministère des Affaires intérieures, 1976.

54 - HOLLY ELIZABETH HANSON, *Landed obligation. The practice of power in Buganda*, Portsmouth, Heinemann, 2004 ; LUISE WHITE, *The comforts of home: Prostitution in colonial Nairobi*, Chicago, The University of Chicago Press, 1990, avait déjà abordé le problème à propos des prostituées de Nairobi.

55 - LAURENT FOURCHARD, *De la ville coloniale à la cour africaine. Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, Haute Volta, fin XIX^e siècle-1960*, Paris, L'Harmattan, 2001.

56 - ÉLISABETH CROUZET-PAVAN, « *Sopre le acque salse* ». *Espaces, pouvoirs et société à Venise à la fin du Moyen Âge*, Rome, Istituto storico italiano per il Medio Evo/École française de Rome, 1992, 2 vol.

57 - GWENDOLYN WRIGHT, *The politics of design in French colonial urbanism*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991 (Maroc, Madagascar et Indochine).

58 - HÉLÈNE VACHER, *Projection coloniale et ville rationalisée. Le rôle de l'espace colonial dans la constitution de l'urbanisme en France, 1900-1931*, Aalborg, Aalborg University Press, 1997 ; PATRICIA A. MORTON, *Hybrid modernities: Architecture and representation at the 1931 colonial exposition*, Cambridge, MIT Press, 2000.

a été (re)construite par les Malgaches qui en avaient les moyens, quels en ont été les techniques, les mobiles et les hommes, y compris les rapports entre décideurs, usagers et exécutants⁵⁹. D'une façon générale, les sites internet se multiplient, offrant de nombreuses images historiques des villes africaines⁶⁰. Enfin, l'accent est mis par les historiens non sur la « gouvernance » des villes (concept surfait qui masque l'absence de régime démocratique soi-disant compensée par le mythe d'une administration régulée par elle-même), mais plus simplement et plus lucidement sur la gestion municipale. Ainsi Odile Goerg a-t-elle pris en compte les convergences et les divergences de deux villes que tout en apparence différençait : leur colonisation (britannique ou française), leur date de naissance (la fin du XVIII^e siècle pour l'une, le début du XX^e siècle pour l'autre), leur mode d'administration, etc. Elle a montré comment les citadins (africains) ont apprivoisé les volontés coloniales affichées et, une fois de plus, ont fait de la ville « leur » ville, de façon en définitive relativement similaire ; tout se trouve dans ce travail, à égalité avec les monographies occidentales les plus pointues, de la genèse des municipalités à l'évolution du foncier et de l'urbanisme, en fonction des constructions de l'« hygiénisme » favorables au zonage des quartiers comme à la conception des espaces verts⁶¹.

Dès lors, aujourd'hui, en Afrique comme dans le reste du monde et au premier chef dans les villes occidentales, l'enjeu foncier se joue-t-il en ville. Or, d'une façon générale, à l'exception des espaces administratifs et bien entendu des emprises militaires contrôlés par les colonisateurs ou de quelques sites d'entrepôts possédés par les firmes d'import-export, le foncier urbain s'est fondamentalement accumulé et transmis entre les mains des Africains. L'étude de la question foncière en ville est essentielle pour comprendre les assises et la constitution d'une bourgeoisie urbaine autochtone ; néanmoins, elle ne préjuge pas de nombreux contentieux, chaque fois que cette législation « moderne » était battue en brèche, consciemment ou non, par des droits coutumiers antérieurs qui refusaient de l'avaliser : ce qui s'est soldé, dans la plupart des cas, par les fameux « déguerpissements », c'est-à-dire l'expulsion autoritaire et brutale des quartiers précaires et non légalisés. L'opération, coutumière de la colonisation, a continué de la même manière après l'indépendance, y compris dans les grandes villes d'Afrique du Sud sous le gouvernement de Nelson Mandela, compte tenu de l'expansion hypertrophiée des quartiers populaires précaires de type bidonvilles.

On assiste donc à la constitution continue d'une bourgeoisie urbaine qui ne se réduit pas à la « bourgeoisie comprador » évoquée par les analyses marxistes des

59 - DIDIER NATIVEL, *Maisons royales, demeures des Grands. L'inscription de la réussite sociale dans l'espace urbain de Tananarive au XIX^e siècle*, Paris, Karthala, 2005.

60 - Outre le riche fonds « Voyages en Afrique » offert par la bibliothèque numérique Gallica de la BNF, voir le site <<http://imagesdupasse.free.fr>>, ouvert en mai 2006 avec une nouvelle livraison d'images du passé de Dakar, Bamako, Lomé, Cotonou, etc.

61 - O. GOERG, *Pouvoir colonial, municipalités...*, *op. cit.* La gestion urbaine est aussi étudiée par ADRIEN BENGA, *Pouvoir central et pouvoir local. La gestion municipale à l'épreuve: Rufisque, Sénégal (1924-1964)*, Thèse de Doctorat, Université Paris-VII – Denis Diderot, 1995.

années 1970⁶². Certains de ses représentants (parmi lesquels il n'y a pas que les profiteurs du régime) sont devenus de très grands bourgeois, à la fois grands propriétaires et actifs entrepreneurs. Mais se produit, dans le même temps, l'expansion parallèle d'une misère urbaine rassemblant des pauvres toujours plus nombreux, issus des flux d'immigrés successifs sans travail ou sous-employés, et terriblement mal logés. Compétition foncière, urbanisme et sociétés urbaines demeurent liés par un facteur commun aujourd'hui d'actualité : la ghettoïsation des quartiers populaires, sciemment construite par les colonisateurs sur une base raciale qui tend à se transformer aujourd'hui, dans les villes africaines comme ailleurs, en ghettoïsation sociale dès lors que la bourgeoisie noire s'empare des espaces naguère réservés aux colons. Ce fut explicite dans le cas de la ségrégation résidentielle légale, notamment en Afrique du Sud, en Rhodésie ou au Kenya, imposée aussi bien en ville que dans le reste du pays (la politique des réserves). Le processus est très étudié dans les villes sud-africaines. Sur le reste du continent, ce fut une spécificité urbaine : tous les plans d'urbanisme furent spécialement conçus pour créer des « no man's land » entre les quartiers noirs et des quartiers blancs au nom de ce que l'on a appelé le « syndrome sanitaire », autrement dit pour protéger les colons du risque des épidémies. Ce thème a donné lieu à une abondante littérature⁶³. De cet effort de contrôle des coloniaux sur l'espace urbain et sur les activités économiques de la ville, la trame urbaine postcoloniale demeure imprégnée⁶⁴.

Le thème des « urban poor » a été très étudié en langue anglaise. Il est hors de question d'énumérer ne serait-ce que les ouvrages portant ce titre (*Housing the urban poor*), problème devenu récurrent en Afrique pour les aménageurs urbains,

62 - SAMIR AMIN, *L'accumulation à l'échelle mondiale. Critique de la théorie du sous-développement*, Paris-Dakar, Anthropos/IFAN, 1970.

63 - Sur le syndrome sanitaire et ses liens avec l'urbanisme colonial, voir JOHN W. CALL, « Anglo-Indian medical theory and the origin of segregation in West Africa », *American historical Review*, 91, 2, 1986, pp. 307-335; PHILIP CURTIN, « Medical knowledge and urban planning in Tropical Africa », *American historical Review*, 90, 3, 1985, pp. 594-613 (sur Accra); WILLIAM COHEN, « Malaria and French imperialism », *Journal of African history*, XXIV, 1, 1983, pp. 23-36; O. GOERG, *Pouvoir colonial, municipalités...*, op. cit.; W. MAYNARD SWANSON, « The sanitation syndrome: Bubonic plague and urban native policy in the Cape colony, 1900-1909 », *Journal of African history*, XVIII, 3, 1977, pp. 387-410; STEPHEN FRANKEL et JOHN WESTERN, « Pretext or prophylaxis? Racial segregation and malarial mosquitos in a British colony: Sierra Leone », *Annals of the Association of American geographers*, 78, 2, 1988, pp. 211-228; THOMAS S. GALE, « The history of British colonial neglect of traditional African cities », *African urban studies*, 5, 1979, pp. 11-24; *Id.*, « Segregation in British West Africa », *Cahiers d'études africaines*, XX, 4, 1980, pp. 495-507 (sur Lagos); RAYMOND F. BETTS, « The problem of the Medina in the urban planning of Dakar, Senegal », *African urban notes*, 4, 3, 1969, pp. 5-15; *Id.*, « The establishment of the Medina in Dakar, Senegal, 1914 », *Africa*, 41, 2, 1971, pp. 143-152; ELIKIA M'BOKOLO, « Peste et société urbaine à Dakar: l'épidémie de 1914 », *Cahiers d'études africaines*, XXII, 1-2, 1982, pp. 13-46.

64 - Voir, sur le contrôle colonial exercé sur la ville minière de Lubumbashi, SEAN HANRETTA, « Spaces in the discourses on the Elisabethville mining camps: 1923 to 1938 », in F. BERNAULT (dir.), *Enfermement, prison et châtements en Afrique: du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Karthala, 1999, pp. 305-336.

ni toute la littérature socio-économique afférente, et qui traitent du concept de « secteur informel » forgé seulement en 1971 par l'OIT (Organisation internationale du travail) alors que l'existence du phénomène remonte aux débuts de l'ère coloniale⁶⁵. Nous n'en citerons que trois. Le premier, bien que fondateur, est passé quasiment inaperçu en France⁶⁶; on n'a malheureusement pas entrepris depuis une étude comparée aussi précise et fouillée de la pauvreté dans les principales villes d'Afrique tropicale, de l'Atlantique à l'océan Indien, travail nourri de réflexions pertinentes fondées sur l'examen minutieux des archives démographiques et judiciaires locales. L'étude révèle un héritage colonial partout similaire, avec un taux élevé d'accroissement urbain, des problèmes socio-économiques analogues dans le même cadre global d'évolution technologique qui aboutit à un résultat identique en dépit de stratégies locales diverses : un écart croissant des revenus urbains, avec un pourcentage élevé de jeunes sans travail favorisant des formes de survie diverses incluant délinquance et violence. Nous renvoyons, pour le deuxième ouvrage du genre, à sa traduction en français⁶⁷. Le troisième est le seul à aborder de front l'histoire de la pauvreté urbaine en Afrique⁶⁸. Depuis le XVI^e siècle au moins, la pauvreté urbaine est le résultat d'un processus cumulatif, aggravé aujourd'hui par un double facteur : d'une part, celui, caractéristique des temps précoloniaux et préindustriels mais toujours en vigueur dans les métropoles africaines, de la pauvreté structurelle de tous ceux dans l'incapacité d'assurer eux-mêmes leur subsistance (handicapés, vieillards, enfants abandonnés, femmes stériles, etc.), augmentée du regain inquiétant de la pauvreté conjoncturelle (disettes et famines de masse) héritée des temps anciens où l'on compensait le manque de moyens de production par un nombre élevé d'enfants ; d'autre part, celui de la paupérisation contemporaine des classes populaires sans emploi, dans un monde techniquement développé qui a suscité ses hordes de nouveaux pauvres nés des transformations économiques et de l'aliénation des terres, alors que le nombre toujours aussi élevé d'enfants est devenu une charge supplémentaire. Pour remédier à cet engrenage, il faut repenser l'ensemble des politiques sociales, du point de vue interne comme du point de vue de l'aide internationale.

Le politique

La ville comme espace politique est un thème majeur. Les villes ont toujours été et demeurent des lieux de pouvoir. Le prototype de ce pouvoir est évidemment la capitale politique de l'État. Les colonisateurs le savaient bien. En règle générale,

65 - CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH, « Ville coloniale et histoire des Africains », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 20, 1988, pp. 49-73.

66 - RICHARD SANDBROOK, *The politics of basic needs. Urban aspects of assaullting poverty in Africa*, Londres, Heinemann, 1982.

67 - RICHARD E. STREN, RODNEY R. WHITE et MICHEL COQUERY (éd.), *Villes africaines en crise. Gérer la croissance urbaine au sud du Sahara (Côte-d'Ivoire, Kenya, Nigeria, Soudan, Sénégal, Tanzanie, Zaïre)*, Paris, L'Harmattan, [1989] 1993.

68 - JOHN ILIFFE, *The African poor: A history*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

au moins la moitié d'entre eux – quelques milliers au plus fort de l'expansion coloniale⁶⁹, sauf en Afrique du Sud et secondairement en Rhodésie (aujourd'hui Zimbabwe) – résidaient dans la ville capitale du territoire où étaient établis tous leurs services : administratif, financier, militaire, policier, et où se trouvait aussi le siège local des firmes d'import-export. Pour le reste, une poignée de missionnaires ou de salariés des maisons de commerce pouvaient être dispersés « en brousse ». Quant aux administrateurs Blancs, ils se trouvaient isolés chacun dans leur « cercle » ou leur subdivision, où ils résidaient d'ailleurs dans un village promu au rang de poste administratif et de ce fait appelé de par leur présence même à devenir une ville⁷⁰.

Les citoyens africains, eux aussi, ont su très tôt jouer du pouvoir. À Ouagadougou, dès l'époque coloniale, la politique est passée de la « cour » (privée) à la place (publique); les fondements de la monarchie locale du Mogho-Naba ont ainsi joué de la structure urbaine durant la période, comme le montrent les modifications d'itinéraires des défilés urbains, supposés jusqu'alors traditionnellement intangibles⁷¹. De même, la vie politique a connu des années décisives entre 1944 et 1960, scandée de joutes électorales significatives, comme il a été démontré à Brazzaville et à Pointe-Noire⁷². Ce travail reste à ce jour la meilleure étude d'histoire politique urbaine effectuée en Afrique. Comme dans le reste de l'Afrique francophone, on assista à la mise en place, dans les années 1950, d'une vie politique intense, qui, le plus souvent, prenait à rebours les volontés coloniales⁷³.

Qui dit lieu de pouvoir dit lieu de contestation de ce pouvoir. On le constate dès qu'intervient un putsch, depuis le premier du genre, au Togo en 1963 : les putschistes l'emportent quand ils réussissent à occuper les sièges de la radio nationale, du Parlement parfois, du palais présidentiel toujours. Rien n'illustre mieux cette réalité que les « Trois Glorieuses » qui, en déversant les habitants des « quartiers » de Brazzaville sur le centre ville en 1963, provoquèrent au Congo l'instauration d'un régime « marxiste-léniniste »⁷⁴. Les guerres civiles ont été assez fréquentes en Afrique depuis quarante ans : elle prennent fin quand les grandes villes sont prises, ou ont réussi à résister à l'assaut. Ce fut le cas en 1969 pour Port-Harcourt, siège du pouvoir pétrolier, et surtout pour Umuhia, capitale du

69 - Il y a plus d'Européens, et d'une façon générale, de Blancs résidant aujourd'hui dans les villes africaines (par exemple, il y a peu encore à Abidjan) qu'au plus fort de l'expansion coloniale.

70 - C'est bien ce que montre P. KIPRÉ, *Les villes de Côte-d'Ivoire...*, *op. cit.* Voir aussi C. COQUERY-VIDROVITCH, « Ville coloniale... », art. cit.

71 - L. FOURCHARD, *De la ville coloniale...*, *op. cit.*

72 - F. BERNAULT, *Démocraties ambiguës...*, *op. cit.*

73 - Voir NICOLAS BANCEL, *Entre acculturation et révolution : les mouvements de jeunesse et les sports dans l'évolution politique et institutionnelle en AOF (1945-1960)*, Thèse de Doctorat, Université Paris-I/Université Paris-XI, 1999, 3 vol.

74 - Sur la genèse de cette violence politique urbaine, avec les émeutes des 15-20 février 1959 à Brazzaville, voir CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH, « Gestion urbaine et décolonisation en Afrique noire française », in C.-R. AGERON et M. MICHEL (éd.), *L'Afrique noire française, l'heure des indépendances*, Paris, CNRS Éditions, 1992, pp. 71-86.

Biafra, dont l'occupation par les forces fédérales mit fin à la guerre civile au Nigeria. Les trois récentes guerres civiles au Congo (1993, 1997 et 1998-1999) ont consisté à s'assurer le contrôle de Brazzaville (ville où réside plus du quart de la population du pays). Même dans le Congo (RDC) d'aujourd'hui, pourtant couvert de *warlords* (seigneurs de guerre) locaux tenaces, Kinshasa tient et demeure le siège du pouvoir : les récentes élections de juillet 2006 en font foi. De même, en Somalie, les six ou sept principaux chefs de guerre ont pris soin de se partager Mogadiscio, la capitale pourtant quasi détruite du pays, qui n'en reste pas moins le symbole ancien du pouvoir de l'État (Mogadiscio remonte à plus d'un millénaire) et le poumon portuaire du pays (actuellement, les hommes d'affaires et les entrepreneurs y dépendent des chefs de guerre qui les rançonnent pour assurer leur sécurité et poursuivre leurs activités)⁷⁵. La guerre civile en Côte-d'Ivoire, depuis, met en œuvre des paysans qui se querellent sur des questions foncières, mais son sort se joue à Abidjan et dans les grandes villes de province : Bouaké au centre, deuxième ville du pays, Man à l'ouest et Korhogo au nord. La territorialisation des enjeux guerriers se joue autour de la prise de contrôle des villes (souvent villes minières dans le cas de la RDC). Bref la territorialisation du politique fut et demeure beaucoup plus urbaine en Afrique qu'on ne le croit encore⁷⁶.

Genèse de la culture urbaine populaire

La ville comme espace de création culturelle a donné lieu à plusieurs belles analyses : des cultures urbaines spécifiques se développent, de par le rôle de creuset joué de tout temps par les villes. Une des premières études de ce genre confronte les deux cas parallèles et entrecroisés de deux villes voisines mais de colonisation différente, Brazzaville et Kinshasa, à partir de processus migratoires similaires tout au long de la période coloniale, source de transferts et donc d'incessants métissages créatifs comparés – du mode de vie, de la langue, de la musique ou de la danse⁷⁷. Un thème porteur est celui de l'émergence d'une culture populaire urbaine foisonnante : Bogumil Jewsiewicki a démontré le sens et l'ampleur de la peinture populaire urbaine comme révélateur de la mémoire coloniale congolaise⁷⁸. Phyllis Martin a choisi comme fil conducteur, à Brazzaville, la genèse sous la colonisation des

75 - OMAR A. ENO, « Somalia's city of the Jackals. Politics, economy and society in Mogadishu, 1991-2003 », in S. J. SALM et T. FALOLA (éd.), *African urban spaces in historical perspective*, Rochester, University of Rochester Press, 2005, pp. 365-379 (*Jackal* est le mot somali pour « chef de guerre »).

76 - Voir FLORENCE BERNAULT, « The political shaping of sacred locality in Brazzaville, 1959-1997 », in *Africa's urban past, op. cit.*, pp. 283-302, et sa version française : « Archaïsme colonial, modernité sorcière et territorialisation du politique à Brazzaville, 1959-1995 », *Politique africaine*, 72, 1998, pp. 34-50; REMY BAZENGUISSA, *Les voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Paris, Karthala, 1997.

77 - DIDIER GONDOLA, *Villes miroirs : migration et identités urbaines à Brazzaville et Kinshasa, 1930-1970*, Paris, L'Harmattan, 1996.

78 - BOGUMIL JEWSIEWICKI, *A Congo chronicle. Patrice Lumumba in urban art*, New York, Museum for African Art, 1999.

sports collectifs dans les quartiers populaires, et notamment du football : là encore, les initiatives, souvent d'origine coloniale, les règlements ou les associations sont devenus ce qu'en ont fait les habitants, et notamment les jeunes⁷⁹. Le rôle culturel spécifique des femmes est encore quasi ignoré, se limitant à quelques apports sur les techniques artisanales (de la teinture par exemple) ou des modèles de coiffure. Plusieurs analyses démontrent comment a évolué sous la colonisation mais en dehors du contrôle colonial un groupe social spécifique né de la prostitution ; le processus a engendré, de la part de ces jeunes femmes « indépendantes », l'émergence dans les quartiers d'une petite bourgeoisie innovante fondée sur leur politique immobilière, ce qui rejoint le thème ci-dessus évoqué du foncier urbain, vu cette fois-ci de façon « genrée »⁸⁰. Ceci dit, c'est pour la période la plus récente que les thèmes de la culture comme du genre sont en pleine expansion.

De la ville aujourd'hui

La quasi-totalité des villes les plus peuplées du monde se situent hors d'Occident et, si l'on excepte Tôkyô, de préférence dans les pays du Sud. Le rôle de « melting-pot » culturel joué par la ville demeure vivace en Afrique, où la diffusion culturelle du mode de vie urbain est en plein essor au-delà des limites municipales. C'est pourquoi les études récentes sur la ville africaine, plutôt que d'insister sur la nécessaire « adaptation » des Africains à la ville (occidentale) – ce qui fut le thème dominant de l'anthropologie africaniste de langue anglaise des années 1960-1980⁸¹ – mettent l'accent sur la créativité africaine urbaine ; les villes ne sont pas pour les Africains des lieux d'adaptation, ce sont comme auparavant des lieux de syncretisme et d'échange. Ce ne sont plus les Africains qui doivent « s'adapter » à un modèle urbain qui leur est étranger, les Occidentaux (experts de l'urbanisme inclus) qui doivent accepter de recourir à de nouveaux instruments d'analyse pour comprendre comment et pourquoi les Africains génèrent des modèles urbains pour lesquels les instruments conceptuels d'analyse habituels s'avèrent inopérants. En d'autres termes, qu'est-ce qui fait que des villes qui, selon les normes occidentales, ne devraient pas « marcher », fonctionnent, et même ne fonctionnent pas si mal que cela, en tous les cas répondent souvent aujourd'hui mieux que les campagnes aux besoins et aux demandes de citoyens en passe de devenir majoritaires ? C'est que les espaces urbains exercent une influence déterminante sur les processus de changements sociaux et culturels. Plus que jamais les villes africaines sont, comme ailleurs, des lieux de médiation et de pouvoir, donc d'élaboration sociale et politique et d'invention culturelle.

79 - PHYLLIS MARTIN, *Loisirs et société à Brazzaville pendant l'ère coloniale*, Paris, Karthala, 2005.

80 - L. WHITE, *The comforts of home...*, *op. cit.*

81 - Voir l'inventaire que j'en ai fait dans CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH, « The process of urbanization in Africa. From the origins to the beginning of independence. An overview paper », *African studies Review*, 34, 1, 1991, pp. 1-98.

D'où l'intérêt du ton alors très nouveau adopté par l'épais dossier de synthèse entrepris par l'Université des Nations unies en 1994 et publié en 1997⁸². L'ouvrage résulte d'une collaboration anglo-franco-africaine entre les meilleurs spécialistes. Le postulat est que les métropoles africaines constituent à la fois le moteur de la croissance économique nationale et régionale et les pôles de créativité culturelle et technique, en même temps qu'elles attirent et abritent une masse croissante de pauvres et de démunis de toutes sortes et qu'elles sont à l'origine des pollutions majeures de l'environnement. Nous comprenons mal la dynamique de ces villes et des systèmes urbains qui les sous-tendent, ce qui limite d'autant notre capacité à remédier à leurs dysfonctionnements. D'où l'intérêt de replacer la question dans une histoire longue (fort correctement documentée) et de périodiser les conditions d'évolution de ces villes depuis l'indépendance. La première partie détaille les éléments et les étapes de l'intégration des grandes villes africaines à l'économie mondiale, qui a provoqué depuis trente ans des transformations majeures tant au niveau de la production que de la consommation. Il importe d'analyser pourquoi l'impact de la mondialisation exerce sur les villes africaines des influences plus contradictoires que dans le reste du monde, et plus souvent négatives : ainsi, en dépit de l'urbanisation aujourd'hui la plus rapide du monde, le continent africain ne comporte pas encore, et ne paraît guère près d'abriter des « world cities », c'est-à-dire des « villes mondiales » capables de régir les réseaux internationaux de la production, de la finance et de la politique⁸³. Ni Le Caire ni Johannesburg, les plus peuplées et les mieux dotées, ne paraissent en mesure d'atteindre ce niveau ; comment peut-on rendre compte de cet état de fait, à partir de leurs héritages culturels et historiques, en particulier – mais pas seulement – de leur passé colonial chaque fois spécifique ? La ville comme lieu privilégié de l'extraversion africaine est une idée force déjà proposée par Jean-François Bayart : c'est l'historicité du processus qui a fini par rendre les Africains sujets de leur dépendance⁸⁴. S'y ajoute la question de mesurer la capacité – loin d'être inexistante – de ces villes à assurer leur propre aménagement, leur survie, voire leur croissance, en allant de la mieux dotée en pouvoirs financiers et potentialités humaines, comme Johannesburg, à la plus apparemment dépourvue aujourd'hui du moindre appareil administratif, comme Kinshasa. C'est l'objet de la deuxième partie, composée d'une série de monographies mettant en rapport des villes issues de situations très différentes : monde arabo-musulman de l'Afrique du Nord, colonisation de peuplement ou d'exploitation, de tradition anglophone ou francophone (Le Caire, Johannesburg, Lagos,

82 - CAROLE RAKODI (éd.), *The urban challenge in Africa. Growth and management of its large cities*, Tôkyô-New York-Paris, United Nations University Press, 1997.

83 - SASKIA SASSEN, *Cities in a world economy*, Thousands Oaks, Pine Forge Press, 1994.

84 - JEAN-FRANÇOIS BAYART, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, 5, 1999, pp. 97-120. J'ai défendu de façon analogue, en historique, cette idée des incidences d'une histoire longue de colonisations successives du continent, depuis l'Égypte ptolémaïque jusqu'au XX^e siècle : CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH, « De la périodisation en histoire africaine. Peut-on l'envisager ? À quoi sert-elle ? », *Afrique et histoire*, 2004, 2, pp. 31-66.

Kinshasa, Abidjan et Nairobi). Enfin, la troisième partie adopte un plan thématique cherchant à préciser, d'une part, quelles sont les fonctions économiques ou politiques comparées des différents types de ville, et aussi, non moins important, comment les citoyens fonctionnent dans leur cité : quelles ont été, sont et pourraient être les innovations explorées par les communautés urbaines de base, les quartiers, les associations de femmes, les ONG et, en définitive, une société urbaine civile et politique en pleine gestation ? Bref, si les spécialistes de la question n'y trouveront pas nécessairement des constats nouveaux, c'est un ouvrage richement documenté et sagement mesuré qui, sans crier au miracle, nous change agréablement des antiennes « afro-pessimistes » dont nous sommes abreuvés.

Les femmes

Les femmes en ville jouent un rôle encore négligé, faute pour les chercheurs de « genrer » le politique. Néanmoins, la place des femmes en ville est désormais reconnue. Je renvoie au bilan bibliographique fort complet qui en est dressé dans un ouvrage récent⁸⁵. Sur les citoyennes, l'accent est mis sur leur fonction essentielle de pourvoyeuses des biens de subsistance. Mais, à part cette fonction primordiale et bien que plusieurs études récentes mettent en valeur l'action politique des femmes – notamment au moment des luttes de libération nationale –, la plupart des ouvrages s'intéressent au phénomène du genre dans son ensemble, sans prêter une attention particulière au rôle politique des citoyennes, alors que c'est en ville que se fait la politique⁸⁶.

Le thème des *marketwomen* demeure un champ privilégié. Trois œuvres majeures ont jalonné les années 1980 : en anglais celles sur Accra et sur Freetown⁸⁷, et en français sur les « Nana-Benz » du Togo⁸⁸. Le livre décisif paraît en 1995

85 - SOPHIE DULUCQ et ODILE GOERG, « Le fait colonial au miroir des colonisées. Femmes, genre et colonisation : un bilan des recherches en histoire de l'Afrique subsaharienne (1950-2003) », in A. HUGON (éd.), *Histoire des femmes en situation coloniale, Afrique et Asie, XX^e siècle*, Paris, Karthala, 2004, pp. 43-70. Voir aussi CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH, « Des femmes colonisées aux femmes de l'indépendance, ou du misérabilisme au développement par les femmes : approche historique », in T. LOCOH (éd.), « De la "condition des femmes" à l'emprise du genre en Afrique », *Cahiers de l'INED*, 159, à paraître.

86 - Par exemple : SUSAN GEIGER, *Tanu Women: Gender and culture in the making of Tanganyikan nationalism, 1955-1965*, Portsmouth Heinemann, 1997 ; ELIZABETH SCHMIDT, *Mobilizing the masses: Gender, ethnicity, and class in the nationalist movement in Guinea, 1939-1958*, Portsmouth, Heinemann, 2005. Citons néanmoins : ELIZABETH KATE MODIC, *Song, performance, and power: The Ben Ka Di Women's Association in Bamako, Mali*, Ph. D., Indiana University, 1996.

87 - CLAIRE ROBERTSON, *Sharing the same bowl. A socio-economic history of women and class in Accra*, Bloomington, Indiana University Press, 1984 ; FRANCES WHITE, *Sierra Leone's settler women trader: Women on the Afro-European frontier*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1987 (sur les femmes Krio de la Sierra Leone).

88 - RITA CORDONNIER, *Femmes africaines et commerce. Les revendeuses de tissu de la ville de Lomé (Togo)*, Paris, L'Harmattan, 1987.

seulement, apportant une vision comparatiste du phénomène à travers le continent⁸⁹. Dès lors s'impose l'idée que les femmes sont au centre du processus d'urbanisation, dont elles ont toujours été et demeurent les grandes nourricières (pour la population africaine s'entend) : en faisant le lien entre production rurale et consommation urbaine, mais aussi en exerçant une multitude de petits métiers qui ont assuré à l'époque coloniale et continuent de maintenir la vie des citadins. Les études de cas couvrent l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne, du Sénégal au Kenya et du Ghana à l'Afrique australe en passant par la Zambie et le Zimbabwe. Ce sont des travaux à tonalité « afro-optimiste » qui, tout en soulignant les handicaps des femmes entrepreneuses, mettent aussi en lumière leur capacité d'invention et d'innovation. L'hypothèse est que, tandis que les citadines commerçantes d'Afrique de l'Ouest pratiquaient leurs activités de façon positive, celles d'Afrique orientale ou centrale ont surtout opté pour une activité de survie, faute d'autres moyens de subsistance. L'hostilité des hommes se serait conjuguée à la répression coloniale pour entraver les capacités d'entrepreneuses (et bien entendu la dimension politique) des femmes. La question est abordée sous deux angles différents, voire contradictoires. Le premier est celui des activités informelles et de la misère urbaine ainsi que de la contrainte où se trouvent les femmes d'innover pour assurer la subsistance, donc la survie de la majorité des habitants de la ville. L'approche reste souvent misérabiliste, même si elle s'efforce de mettre l'accent sur l'inventivité de la « débrouillardise » féminine. Le second est celui du développement, offrant une vision devenue partout positive de la contribution des femmes à l'essor de l'économie du pays, mais presque exclusivement par le biais de micro-entreprises.

La nouveauté est de prendre en compte les femmes d'affaires proprement dites, femmes d'envergure et de poids d'une bourgeoisie montante émancipée. Une fois encore, le phénomène n'est pas nouveau : on connaît depuis longtemps le rôle de ces maîtresses femmes créoles ou « signares » qui, dans beaucoup de ports (Luanda, Saint-Louis du Sénégal, etc.) furent de grandes négrières⁹⁰. De plus en plus existent aujourd'hui des femmes responsables d'entreprises dans le secteur moderne. Ainsi, à Bamako (Mali), Aminata Traoré, sociologue de formation et récemment nommée ministre de la Culture, a notamment fondé une entreprise destinée à valoriser l'artisanat de son pays (tissage, poteries, vannerie, etc.). C'est un vrai chef d'entreprise, au sens moderne du terme. Un personnage féminin de cette envergure apparaît encore exceptionnel dans un pays à dominante musulmane, mais pour combien de temps ? Les femmes commencent à investir le secteur de la mode... et de la banque. Il serait urgent de tenter un inventaire systématique et raisonné de ces chefs d'entreprise qui se situent souvent au cœur de la société ; car ces femmes, que leur formation et leur milieu inscrivent au sein des ressources

89 - BESSIE HOUSE-MIDAMBA et FELIX K. EKECHI (éd.), *African market women and economic power. The role of women in African economic development*, Westport-Londres, Greenwood Press, 1995.

90 - Voir, par exemple, JOSEPH MILLER, *Way of death. Merchant capitalism and the Angolan slave trade, 1730-1830*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1988, chap. 8 et 9.

vives internes du pays naguère dites « traditionnelles », savent à merveille utiliser les ressorts du capitalisme contemporain pour en assurer la rentabilité. Or, sauf une exception notable⁹¹, la recherche n'a pas encore pris la mesure d'un phénomène qui, ayant émergé dès les temps coloniaux, est aujourd'hui en plein essor.

Une culture de la violence ?

Il ne faut pas confondre pouvoir et État, comme cela a été un peu trop fait à partir des travaux alors fondateurs de Jean-François Bayart : on peut multiplier effectivement les études expliquant pourquoi l'appareil d'État est pourri, comment la corruption procède au partage du *national cake*, etc. Ce n'est plus l'essentiel : les analyses porteuses concernent désormais l'émergence et les difficultés de la constitution d'une société politique susceptible d'y remédier. Lentement, difficilement mais sûrement, une société politique commence à se faire entendre par le bas et permet de confirmer que le modèle de l'ordre colonial devenu postcolonial et intégré par les appareils d'État contemporains est désormais remis en cause⁹². Néanmoins Achille Mbembe, l'un des meilleurs penseurs actuels de l'Afrique contemporaine, diagnostique l'immensité de l'effort à fournir en raison du profond handicap psychologique hérité d'un passé durablement marqué par l'esprit de dépendance et la corruption, nés entre autres de l'asservissement de l'homme dans la traite et l'esclavage⁹³ ; la « corruption africaine » aurait ainsi pour moteur principal un rapport cru entre désir et sexualité sans retenue. Cette course effrénée au désir ne recule pas devant l'autodestruction. Elle fait même de l'autodestruction (et donc du suicide social et politique) le signe ultime du désir : d'où la nécessité, pour rompre avec ce cycle infernal, de rejeter les schémas du passé et, comme il l'affirme énergiquement, de rejeter les fantasmes du fétiche.

Les problèmes de violence et de sécurité urbaines sont, de façon plus ou moins accentuée, universellement partagés. Paradoxalement, il fut un temps pas si éloigné – vers les années 1970 – où il était plus dangereux de se déplacer le soir à New York que dans n'importe quelle très grande ville africaine. Il serait donc utile de confronter cet état de fait afin de comprendre les raisons du retournement, et les pistes permettant d'y remédier. On ose espérer trouver des alternatives aux *gated cities* caractéristiques de Los Angeles ou de Johannesburg, ces ghettos dorés où s'enferment les citoyens fortunés, dans l'un et l'autre cas, Blancs de préférence. Car la grande différence entre les métropoles du Sud et celle du Nord est non seulement que les pauvres y sont infiniment plus nombreux, mais encore que les jeunes y sont très majoritaires. L'écart est maximal dans les villes africaines où la

91 - ALUSINE JALLOH et TOYIN FALOLA (éd.), *Black business and economic power*, Rochester, Rochester University Press, 2002.

92 - Voir THEODORE TREFON (éd.), *Reinventing order in the Congo: How people respond to State failure in Kinshasa*, New York, Zed Books, 2004.

93 - ACHILLE MBEMBE, « Les pervers du village : sexualité, vénalité et déréliction en postcolonie », *Africultures* <www.africultures.com> ; en partenariat avec *Le Messager* de Douala (Cameroun) du 9 mars 2006.

proportion des moins de 35 ans constitue en moyenne plus des trois quarts des citadins (les jeunes de 18 à 25 ans représentent à eux seuls plus du 1/5 de la population urbaine).

L'accroissement parallèle de la violence urbaine et des disparités culturelles et sociales, et son corollaire universel : l'urbanisme sécuritaire, apparaissent inextricablement liés⁹⁴. La criminalité et les gangs urbains sont étudiés d'abondance⁹⁵. L. Fourchard développe une thèse séduisante : le concept de délinquance juvénile urbaine est né et s'est développé pour l'Afrique dans les années 1990, en même temps que l'embrigadement quasi systématique de ces jeunes par les partis politiques qui les utilisent ouvertement dans les manifestations de rues, voire pour harceler leurs opposants dans des opérations allant jusqu'au crime organisé⁹⁶; le cas ivoirien actuel en serait une démonstration parmi d'autres. Il serait intéressant d'envisager ces phénomènes sous l'angle d'un rapport « classes vicieuses/classes dangereuses », à l'image des classes laborieuses de Louis Chevalier⁹⁷. Les études de cas, surtout effectuées au Nigeria et en Afrique australe⁹⁸, seraient aussi à confronter à ce que connaissent peu ou prou toutes les mégapoles actuelles et leurs « banlieues » ou autres quartiers désespérés qui sont, notamment dans les villes de tradition anglo-saxonne et dans la plupart des villes africaines, situés tout autant *downtown* que sur les pourtours.

On peut en dire autant de phénomènes en pleine expansion partout dans le monde : celui des violences et des contradictions religieuses. Là aussi, c'est en ville que les contrastes sont les plus saisissants, et donc aussi leurs excès et leur violence. Cette violence prend trois formes, à nouveau soulignées par Achille Mbembe : la « violence criminelle » (notamment dans les grandes métropoles), la violence de la maladie (telle la mort de masse provoquée par l'épidémie du SIDA) et la « violence morale » engendrée par des niveaux de corruption relativement élevés. De façon pour le moins étonnante, la spécificité urbaine des récentes violences de guerre est encore peu abordée en tant que telle (y compris à propos des enfants-soldats), de même que le rôle spécifique des femmes dans celles-ci : sont-elles ou non « genrées » (par exemple dans le cas des massacres au Rwanda) ? Ces situations sont incontestablement à explorer.

94 - À propos de Johannesburg, vient de paraître sur ce thème un numéro spécial de *Public culture. Society for transnational cultural studies*, 16, 3, « Johannesburg, the elusive metropolis », 2004, coordonné par Achille Mbembe et Sarah Nuthall.

95 - Cf. RENÉ OTAYEK *et alii* (éd.), *Afrique : les identités contre la démocratie ?*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube/IRD, 1999. Sur Dar-es-Salaam : ANDREW BURTON (éd.), *The urban experience in Eastern Africa, c. 1750-2000*, Nairobi, British Institute in Eastern Africa, 2002.

96 - LAURENT FOURCHARD, « Lagos and the invention of juvenile delinquency in Nigeria, 1920-1960 », *Journal of African history*, 47, 1, 2006, pp. 93-137.

97 - LOUIS CHEVALIER, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Plon, [1848] 1958.

98 - LAURENT FOURCHARD et ISAAC ALBERT OLAWALE (éd.), *Sécurité, crime et ségrégation dans les villes d'Afrique de l'Ouest du XIX^e siècle à nos jours*, Paris-Ibadan, Karthala/IFRA, 2003 ; JEAN COMAROFF et JOHN L. COMAROFF (éd.), *Millennial capitalism and the culture of neoliberalism*, Durham, Duke University Press, 2001.

La montée des fanatismes religieux

Les intégrismes de toutes sortes – chrétiens et musulmans, et aussi sorcellerie – se développent dans les villes africaines comme ailleurs, et deviennent, ouvertement ou non, de puissants leviers politiques. Il serait absurde ici de faire le partage entre histoire religieuse et histoire politique, comme si leur différenciation relevait de deux sphères distinctes, l'une privée, l'autre publique. L'interconnexion est bien plus complexe. Les analyses anthropo-historiques récentes ont permis de montrer qu'en Afrique le politique est étroitement imbriqué au culturel et aux croyances, quelles qu'elles soient. Cela fait partie de la montée apparemment universelle des intégrismes et de leur manipulation politique : sorcellerie, pentecôtisme protestant d'Églises rigoristes ou fondamentalisme musulman ne sont pas à analyser seulement comme des archaïsmes, des résistances ou des importations ; ce sont des phénomènes qui font corps avec le postmodernisme politique. C'est en tant que tels qu'ils ont été étudiés par Florence Bernault et Peter Geshiere⁹⁹. On peut aussi faire référence, pour la période coloniale, à *Speaking with vampires* de Luise White, sur la peur foncière et sociale à Nairobi¹⁰⁰. La sorcellerie n'est pas seule en cause. Les pentecôtismes prolifèrent eux aussi¹⁰¹. L'intégrisme pentecôtiste est au moins aussi rigoureux et populaire que le fondamentalisme musulman. Il est aujourd'hui, autant que l'islam, à l'origine de la plupart des troubles entre le Nigeria du Nord et le Nigeria du Sud. Dans les grandes villes nigérianes, on retrouve les mêmes caractéristiques : l'insécurité urbaine s'accompagne d'un repli sur les espaces privés. Les rues sont désertées dès la tombée du jour ; les espaces publics sont réduits au minimum : bars, dancings, lieux de jeunesse sont prohibés, sauf s'il s'agit de se réunir pour chanter des cantiques ou écouter des prêches plus ou moins illuminés. Un grand nombre des enseignants de l'université d'Ibadan ou de Lagos participent à l'une des plus austères de ces Églises, dite la Deep Church. Là encore, ce sont des analyses sur des phénomènes – pas si éloignés de ceux qui se développent actuellement aux États-Unis ou ailleurs – qui permettent de renouveler les visions occidentales de l'histoire culturelle.

Sur la plupart des thèmes évoqués, le potentiel de recherches outre-Atlantique vient d'être quasi quadruplé d'un coup par l'énergie créatrice et organisatrice d'un historien nigérian, Toyin Falola, qui a fait de l'université d'Austin, au Texas, un haut lieu de recherches en histoire africaine, pour lesquelles il a su drainer des ressources budgétaires considérables. Il a, entre autres, lancé en 2003 un congrès

99 - *Politique africaine*, 79, « Pouvoirs sorciers », 2000, coordonné par Florence Bernault et Joseph Tonda ; PETER GESHIERE, *Sorcellerie et politique en Afrique : la viande des autres*, Paris, Karthala, 1995.

100 - LUISE WHITE, *Speaking with vampires: Rumor and history in colonial Africa*, Berkeley, University of California Press, 2000.

101 - ANDRÉ CORTEN et ANDRÉ MARY (éd.), *Imaginaires politiques et pentecôtismes : Afrique-Amérique latine*, Paris, Karthala, 2001 ; JONHSON-KWABENA ASAMOAH-GYADU, *African charismatic: Current developments within independent indigenous Pentecostalism in Ghana*, Leyde, E. J. Brill, 2005.

international sur « African urban spaces: History and culture », réuni des chercheurs et collecté des travaux sur la ville africaine depuis les quatre coins du monde, et d'abord, comme il est normal, d'Afrique.

En effet, compte tenu du *brain drain*, de plus en plus d'historiens africains de qualité, anglophones, francophones ou lusophones, peu connus en France, enseignent dans des universités nord-américaines. S'y sont joints évidemment des historiens venus d'Afrique (Maghreb inclus), et des historiens de la ville issus d'autres continents – Américains, bien sûr, mais aussi Britanniques, Français, etc. Le résultat fut une confrontation générale qui, dix ans après le colloque fondateur de la SOAS¹⁰², a produit, coup sur coup, quatre publications¹⁰³. Celles-ci donnent un aperçu de tout ce qui se fait actuellement en histoire urbaine contemporaine africaine : contemporaine, car le traitement des villes anciennes est demeuré limité. En revanche, l'histoire des villes de l'époque coloniale et, plus novatrice, celle des villes depuis l'indépendance sont largement représentées. Compte tenu de la nationalité de l'organisateur, les communications sur l'histoire urbaine au Nigeria, déjà remarquablement développée, ont concerné 40 % des communications. Mais celles-ci furent si nombreuses (cent quarante) que le reste du continent n'en a guère souffert, même si l'autre pays le plus couvert est l'Afrique du Sud, avec vingt-six contributions. Pour le reste, vingt-cinq pays sont concernés, ce qui est un véritable exploit (parmi lesquels cent articles concernent des villes anglophones, seize des villes francophones, et une demi-douzaine des villes lusophones). Les quatre volumes, même si les communications sont de valeur inégale, ont tous leur intérêt. Ils insistent entre autres sur l'originalité du domaine culturel urbain africain, au sens large du terme : identités collectives, représentations et imaginaire de la ville, musique populaire et mode urbaine (comme les « sapeurs » de Brazzaville, en référence à l'art de la « sape »); comment penser aujourd'hui la ville africaine sans cette extraordinaire créativité culturelle et sociale ? En outre, cette créativité, liée à la mondialisation, se retrouve dans les diasporas et la globalisation de la culture : un autre ouvrage récent fait le saut, et relie les diasporas entre leur point de départ (en l'occurrence les Congos) et leur point d'arrivée à Paris¹⁰⁴.

L'Afrique du Sud post-apartheid

À cet effort s'ajoute celui, encore méconnu en France, de l'histoire urbaine sud-africaine conduite dans ce pays, en plein renouveau depuis 1990 et la chute de

102 - « Africa's urban past », School of Oriental and African studies, University of London, 1996 ; l'ouvrage du même nom (voir *supra* n. 28) avait sélectionné dix-sept communications sur les cent quatre présentées.

103 - TOYIN FALOLA et STEVEN J. SALM (éd.), *Nigerian cities*, Trenton-Asmara, Africa World Press, 2004 ; *Id.* (éd.), *Globalization and urbanization in Africa*, Trenton-Asmara, Africa World Press, 2004 ; *Id.* (éd.), *African urban spaces in historical perspective*, Rochester, University of Rochester Press, 2005 ; *Id.* (éd.), *Urbanization and African cultures*, Durham, Carolina Academic Press, 2005.

104 - JANET MCGAFFEY et REMY BAZENGUISSA, *Congo-Paris: Transnational traders on the margins of the law*, Londres, International African Institute/James Currey, 2000.

l'apartheid. On devra se reporter, pour avoir un aperçu de cette production, au bilan qui vient d'en être dressé à l'usage des lecteurs français (accompagné d'une bibliographie impressionnante) par l'historien sud-africain (et francophone) Patrick Harries, depuis peu en poste à l'université de Bâle¹⁰⁵. L'histoire récente de l'urbanisation sud-africaine, en proie à des bouleversements sans précédent, offre un champ de recherche stimulant, auquel des chercheurs français spécialisés participent grâce à l'appui de l'Institut français d'Afrique du Sud (IFAS) et le travail conjoint entrepris par les chercheurs français et leurs homologues sud-africains¹⁰⁶. L'analyse d'une ville comme Johannesburg appelle à l'évidence le travail conjoint d'équipes pluridisciplinaires pour en expliquer les distorsions, où les historiens ont leur place aux côtés des urbanistes, des sociologues et des politologues appelés à penser la ville de demain¹⁰⁷. Comme le démontre A. Mbembe à propos de Johannesburg, l'analyse des faits urbains africains demeure obscurcie par « the metanarrative of urbanization, modernization, and crisis¹⁰⁸ ». L'insistance récurrente sur « le pathologique et l'anormalité » masque la réalité : il s'agit au contraire d'une ville

[...] peuplée non pas seulement de travailleurs pauvres, de criminels et d'immigrants sans papiers, mais aussi d'intellectuels de toutes origines dotés d'un solide esprit civique, aussi bien que de travailleurs migrants hautement qualifiés, de membres de la jet set et de la nouvelle élite noire. C'est une ville qui accueille les sièges de sociétés internationales et de grandes banques, de firmes juridiques, d'agences de comptabilité, de sociétés de médias, d'industries du spectacle et d'entreprises d'information dotées d'une technologie de pointe. C'est une métropole insaisissable parce qu'elle est soit dénigrée comme le ramassis d'horribles quartiers urbains juxtaposés, stigmatisée comme la ville du crime, obsédée de sécurité ; soit au contraire parce qu'elle est admirée pour sa capacité à assurer une survie rapace, pour abriter tous les savoir-faire et favoriser toutes sortes de rencontres. C'est une métropole insaisissable en raison de la multiplicité des registres par lesquels elle est africaine (ou peut-être pas du tout ou pas assez), européenne (ou peut-être pas, ou plus), ou même américaine [...]. C'est son caractère insaisissable qui l'impose comme objet d'étude incontournable¹⁰⁹.

105 - PATRICK HARRIES, « Histoire urbaine de l'Afrique du Sud : nouveaux axes de réflexion », *Le mouvement social*, 204, 2003, pp. 17-33.

106 - Notamment historiens et politologues du Centre d'études d'Afrique noire, de Bordeaux, avec les historiens de l'Université de Stellenbosch et la School of Architecture and Planning de l'Université du Witwatersrand.

107 - Citons au moins trois livres importants sur Johannesburg : JO BEAL, OWEN CRANKSHAW et SUSAN PARNELL, *Uniting a divided city: Governance and social exclusion in Johannesburg*, Londres, Sterling, Earthscan Publications, 2002 ; RICHARD TOMLINSON *et alii*, *Emerging Johannesburg. Perspectives on the postapartheid city*, Londres, Routledge, 2003 ; KEITH BEAVON, *Johannesburg. The making and shaping of the city (1886-2003)*, Pretoria-Leyde, University of South Africa Press/Koninklijke Brill, 2004.

108 - ACHILLE MBEMBE, « Writing the world from an African metropolis », *Public culture*, 16, 2003, pp. 347-372, ici p. 353.

109 - *Ibid.*, p. 366.

Bref, l'Afrique du Sud constitue un terrain privilégié d'observation d'une société en pleine reconstitution, celle d'une modernité postcoloniale que A. Mbembe qualifie d'« afro-politaine »¹¹⁰.

C'est effectivement ainsi que commencent d'être étudiées les villes africaines, et ce renversement de point de vue est fascinant¹¹¹, bien qu'introduit plus tardivement dans la littérature de langue française sinon dans l'ouvrage novateur de deux sociologues¹¹² : l'idée que les métropoles africaines, loin d'être des aberrations démographiques et économiques, constituent la préfiguration la plus fidèle des villes du Sud de demain. Dans les villes africaines d'aujourd'hui comme dans celles de l'Amérique latine d'hier, il ne s'agit pas d'un « mal urbain » culturel spécifique, mais de la réalité quotidienne, universellement partagée, d'un nombre croissant de citoyens jeunes. Le rôle spécifique de cette jeunesse urbaine en croissance exponentielle a jusqu'à présent plutôt été regardé comme une « pollution urbaine », selon le langage imagé du *Soleil*, le quotidien gouvernemental de Dakar. Or l'impact de cette jeunesse est beaucoup plus grand qu'on ne le pensait, et son rôle infiniment plus complexe. Les actes d'un colloque, tenu à Nairobi en juin 2006 sur ce thème, apporteront du nouveau sur la question¹¹³. Pour les pays du Sud, on doit préconiser, au lieu du recours univoque aux concepts de « dangerosité » et de « sécurité », une attitude plus confiante du savoir, et la nécessité d'analyser de près les signes et les formes d'une culture urbaine populaire bouillonnante¹¹⁴.

Autre différence avec les villes du Nord : la part de ce qui relevait de la « modernité occidentale » importée telle quelle, aussi bien sur le plan économique que culturel, apparaît minoritaire depuis les débuts de la colonisation. Comme en Amérique latine, « l'informel urbain » concerne en moyenne au moins 70 % des emplois. Le résultat est que les mégapoles africaines, comme les autres grandes villes du Sud, sont très majoritairement peuplées de millions de citoyens très pauvres, logés de façon misérable, mais qui en dépit d'inextricables difficultés n'en contribuent pas moins à la subsistance, voire à la croissance de l'ensemble du complexe urbain. Cette informalité (non contrôlée), qui fut dès l'origine le lot des villes coloniales, ne fait que s'accroître dans les villes du Sud d'aujourd'hui et s'accroître encore dans les villes de demain.

110 - *Id.*, « Existe-t-il un modèle sud-africain ? », *Africultures*, <www.africultures.com>, en partenariat avec *Le Messager* de Douala du 1^{er} mars 2006.

111 - ABDOU MALIQ SIMONE, *For the city yet to come. Changing African life in four cities*, Londres-Durham, Duke University Press, 2004 (Pikine au Sénégal, Winterveld en Afrique du Sud, Douala au Cameroun, et Jidda en Arabie Saoudite) ; et surtout ROBERT NEUWIRTH, *Shadow cities: A billion squatters, a new urban world*, Londres-New York, Routledge, 2005. Voir aussi DEBORAH BRYCESON et DEBORAH POTTS, *African urban economies: Viability, vitality or vitiation?*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2005.

112 - FRANÇOIS LEIMDORFER et ALAIN MARIE (éd.), *L'Afrique des citoyens. Sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*, Paris, Karthala, 2003.

113 - « Youth in Eastern Africa: Past and present perspectives », Institut français de recherche en Afrique, Nairobi, 28-30 juin 2006 (48 communications).

114 - BOGUMIL JEWSIEWICKI, « Pour un pluralisme épistémologique en sciences sociales », *Annales HSS*, 56-3, 2001, pp. 625-641.

Il ne faut donc pas ne voir dans ce phénomène qu'une aberration africaine, mais au contraire s'interroger sur la cohérence de cette évolution dans le cadre de l'intégration progressive des villes du Sud au processus de mondialisation. Ces idées commencent à arriver en France : les villes africaines, où vivent désormais plus de 40 % de la population du continent, se caractérisent non pas par leur marginalité, mais au contraire par leur centralité ; ouvertes à toutes les influences et en constant mouvement, des villes comme Lagos, Douala, Kinshasa, Dakar ou Johannesburg sont devenues des hauts lieux de la globalisation « qui se muent et se transmutent à une vitesse étonnante et dont les habitants ont souvent une connaissance aussi, voire plus sophistiquée du monde au-delà de leurs frontières que leurs pendants d'Europe ou d'Amérique du Nord¹¹⁵ ». C'est pourquoi le concept introduit aujourd'hui pour étudier la ville africaine est celui de *cosmopolitisme*.

Nous sommes en présence, en Afrique encore plus qu'ailleurs, en raison du caractère actuel de ces mutations (notamment la marche difficile vers la démocratisation de l'État), d'une phase déterminante de transition. La croissance en ville du sous-emploi, de la paupérisation des salariés comme des chômeurs, de la prostitution, de la délinquance – en particulier juvénile – ne relève pas, comme en Europe occidentale, de la stagnation ou de la pénurie des emplois dans un contexte de rejet de l'Autre. Contrairement aux idées reçues, le nombre des emplois est en pleine expansion en Afrique, et aussi les PIB (sauf en cas de guerre ou de catastrophe écologique) ; c'est fondamentalement la croissance urbaine et démographique – et son corollaire, l'immense difficulté à répondre aux besoins scolaires – qui crée le déséquilibre. L'émergence récente de la « transition démographique » introduisant un recul relatif des taux de fécondité va nécessiter encore au moins une génération pour faire sentir ses premiers résultats. Le drame du SIDA est très présent et je n'entends en aucune façon en minimiser l'horreur immédiate ; sur le plan strictement quantitatif, la prévision de 30 à 50 millions de morts dans les vingt prochaines années, si rien n'est fait d'ici là pour endiguer la pandémie¹¹⁶, constitue un pourcentage relativement limité de la population, estimée à environ un milliard en 2030. En attendant, plus la mondialisation progresse, plus les contrastes entre riches et pauvres s'accroissent, et plus les jeunes deviennent les acteurs sociaux principaux. Bref, les villes africaines, de par leur histoire tardive, sont le champ d'expansion – donc d'expérimentations – le plus récent d'un processus bien plus global, et c'est aussi à ce titre qu'elles méritent d'être considérées de près par les non-africanistes. Elles sont devenues, différemment mais au même titre que les « villes mondiales » décrites par ailleurs, les prototypes du concept récent de « métropolisation », qui

115 - D. MALAQUAIS et R. MARCHAL, « Cosmopolis... », art. cit., p. 8.

116 - À la différence des épidémies de maladies infectieuses, qui finissent (comme la peste) par prendre fin en raison de l'immunisation progressive des populations les plus résistantes, le SIDA (maladie immuno-dépressive) ne peut pas disparaître de lui-même.

décrit le processus de l'étalement urbain englobant désormais, dans une seule entité, ville, banlieues et périphéries, parallèlement à l'instauration d'un marché du travail sur la même échelle¹¹⁷.

En définitive, en Afrique, les conséquences immédiates de la décolonisation se sont estompées au bénéfice de l'émergence, généralisée dans le monde, de mégapoles à la fois formidablement créatives, mais dans le même temps de moins en moins capables de répondre aux besoins et aux aspirations de la majorité de leurs habitants.

Catherine Coquery-Vidrovitch
Université Paris-VII – Denis-Diderot



117 - On parle désormais d'aire urbaine, de région urbaine ou encore d'*urban sprawl* (CYNTHIA GHORRA-GOBIN, « Présentation », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 81, 1, « Révolution urbaine et mondialisation », 2004, pp. 3-5).